

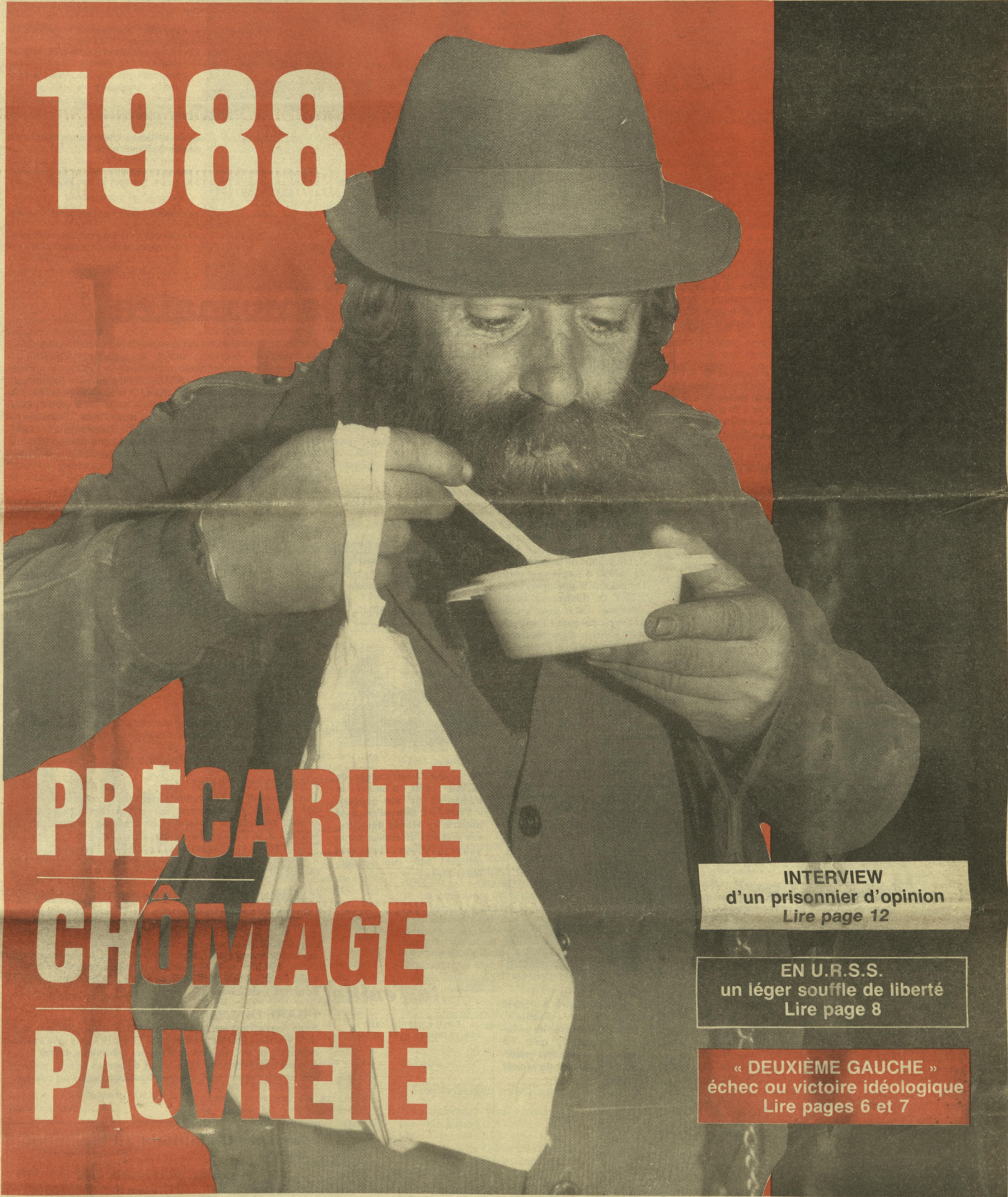
le monde

Libertaire



T 2137 - 688 - 10,00 F
3792137010003 06880

1988



PRÉCARITÉ

CHÔMAGE

PAUVRETÉ

INTERVIEW
d'un prisonnier d'opinion
Lire page 12

EN U.R.S.S.
un léger souffle de liberté
Lire page 8

« DEUXIÈME GAUCHE »
échec ou victoire idéologique
Lire pages 6 et 7

Fop. 2520

communiqués éditions

• LILLE

Programme du Centre culturel libertaire (1-2, rue Denis-du-Péage) :

- samedi 9 janvier, « Médecine : quelles pratiques alternatives ? », organisé par la commission médecine du groupe Benoît-Brouthoux, avec la participation du docteur Gérard Norel, membre du Syndicat de la médecine générale ;
- samedi 23 janvier, « Un an après, quelle analyse des mouvements sociaux ? », avec la participation de militants syndicalistes et de Bernard Lacroix, enseignant à l'Institut d'études politiques de Bordeaux.

D'autre part, voici le programme de la « Voix sans maître », émission du groupe Benoît-Brouthoux chaque vendredi de 21 h à 23 h sur Radio-Campus (99.6 MHz) :

- exceptionnellement, en raison des fêtes, pas d'émission le vendredi 1^{er} janvier ;
- vendredi 8 janvier, « Anarchisme et franc-maçonnerie : quelles convergences ? ».

• NANTES

Une liaison est en formation à Nantes. Les anarchistes de la région qui désirent entrer en contact avec celle-ci peuvent écrire aux Relations Intérieures, c/o librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

• AMIENS

Le groupe anarchiste d'Amiens informe ses sympathisants, ou toutes personnes intéressées par l'anarchisme, qu'une table de presse se tient régulièrement le mardi, de 11 h 30 à 12 h 45, au restaurant universitaire « La Veillère » (livres, brochures, autocollants sur : l'anarchisme, l'antimilitarisme, l'antifascisme, le nucléaire, etc.). Ses militants assurent également une vente du « Monde libertaire » tous les lundis, de 17 h à 18 h, devant la gare. De plus, on peut contacter le groupe anarchiste d'Amiens lors de sa permanence le mercredi, de 19 h 30 à 20 h 30, salle Dewailly (salle 2). Par ailleurs, pour tous contacts, écrire à : A.P.I.R., B.P. 230, 80002 Amiens cedex.

• BOURGOIN

A l'initiative du Comité C.N.T.-A.I.T. d'Espagne de Villeurbanne, de l'union locale C.N.T.F. à Lyon, du groupe de la Fédération anarchiste et du Collectif anarchiste de Bourgoin une réunion publique aura lieu le vendredi 15 janvier à 20 h 30 à la Maison de quartier de Champfleuri à Bourgoin-Jallieu sur le thème de la Révolution espagnole de 1936-1939. Le débat sera précédé d'un diaporama sur les collectivisations et réalisations de la C.N.T. dans la révolution. Enfin, du 4 au 16 janvier 1988, une exposition sur le même thème sera présentée au syndicat d'initiative de Bourgoin-Jallieu. Ces manifestations qui devraient se renouveler dans d'autres villes de la région seront organisées pour soutenir la C.N.T.-A.I.T. d'Espagne, une collecte sera faite à la fin de cette réunion.

• MELUN

Il est maintenant possible de contacter directement le groupe Louis-Lecoq à l'adresse suivante : Groupe Louis-Lecoq, c/o UP 77, B.P. 123, 77190 Dammarie-les-Lys.

• RENNES

Le groupe de Rennes de la Fédération anarchiste organise le jeudi 14 janvier à 20 h 30, à la M.J.C. de Rennes-centre, 9, rue la Paillette, une réunion-débat sur le thème : « Vivement demain... l'anarchisme, une idée qui fait son chemin ».

• AFFICHE

Le « Monde libertaire » vient d'éditer une affiche pour sa campagne de promotion (70 x 102) : 2,50 F l'unité, 1,00 F à partir de 10 exemplaires et 0,80 F à partir de 100 exemplaires. On peut se la procurer à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Depuis un siècle les anarchistes ont leur journal. Depuis dix ans il est hebdomadaire.

le monde libertaire

CHACQUE SEMAINE DES INFORMATIONS EXCLUSIVES !

...Et le point de vue des anarchistes.

ABONNEZ-VOUS !

JUSQU'AU 28 FEVRIER, TARIF DE 1987.

• « ALTERNATIVE LIBERTAIRE 49 »

Le numéro 13 de « Alternative Libertaire 49 », journal édité par le groupe de la Fédération anarchiste d'Angers, est sorti. On peut se le procurer contre 2,20 F en timbre, ou mieux s'abonner (30 F pour quatre numéros, chèques à l'ordre de A.D.E.I.R.). Pour tout contact : Groupe de la Fédération anarchiste, 8, rue Buffon, 49000 Angers.

ALTERNATIVE LIBERTAIRE n° 13

• MELUN

VIVRE !

LIBEREZ ERIC HEBERT

IL DIT NON A LA GUERRE ET A L'EMPRISONNE

• FEUILLE

Le groupe de Paris XV^e vient de sortir sa « Feuille », « Pour en finir avec les périodes électorales », qu'il est possible de se procurer gratuitement à la librairie du Monde libertaire.

GRATUIT

la feuille

POUR EN FINIR AVEC LES PERIODES ELECTORALES

liste des permanences des groupes f.a.

RÉGION PARISIENNE

PARIS

Groupe « Louis-Bertho-Lepetit », Paris 1^{er} : permanence au Cercle Garcia-Lorca, 15, rue Gracieuse, 75005 Paris, chaque 1^{er} lundi du mois.

Groupe « Louise-Michel », Paris 18^e : permanence le samedi, de 16 h à 18 h, au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris.

Groupe « Voline », Paris 20^e : permanences les jeudis à 20 h 30, au 26, rue Piat, 75020 Paris.

BANLIEUE

Seine-et-Marne
Groupe « Sacco-et-Vanzetti » : permanences tous les dimanches de 10 h à 12 h, au 1 bis, rue Emille, 77500 Chelles.

Yvelines
Liaison « Georges-Brassens » de Rambouillet : permanences tous les samedis matin sur le marché de Rambouillet.

Hauts-de-Seine
Groupe Fresnes-Antony : permanences le samedi de 10 h à 12 h et le dimanche, de 10 h à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 46.68.48.58.

Val-d'Oise
Groupe « Kropotkine » : permanence tous les dimanches matin au marché Héloïse, à Argenteuil.

Groupe de Sarcelles : permanences tous les premiers dimanches de chaque mois, de 11 h à 12 h, au marché de Lochères (à côté de la Poste)

sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes de la Fédération anarchiste — PAGE 3, Société : Arrière les tartuffes ! Editorial — PAGE 4, Luttes : Etudiants-surveillants, « Libération », Banque de France (suite) — PAGE 5, Répression : Expulsions, L'acharnement, Nouvelles du front, Q.H.S. — PAGES 6 ET 7, Arguments : La « deuxième gauche » (suite) — PAGE 8, Dans le monde : U.R.S.S., Tragédie en mer d'Aral, Palestine — PAGE 9, Informations internationales : Danemark, Est-Ouest, Italie : U.S.I. — PAGE 10, Expressions : Les Bushmen, Note de lecture — PAGE 11, Expressions : Programmes de Radio-Libertaire, Amis auditeurs, Notes de lectures, Cinéma — PAGE 12, Antimilitarisme : Interview de Eric Hébert.

Radio Libertaire

LIBERTÉ ANARCHISTE - 100 rue de Valenciennes 75011 PARIS

89.4 MHz

communiqués

• ANGERS

Le groupe de la Fédération anarchiste d'Angers organise une soirée-débat sur la montée de l'extrême droite en France, avec la projection d'un film, « Z » de Costa Gavras, le 19 janvier à 20 h, à la M.A.M.A., 8, rue Buffon 1^{er} étage, à Angers.

• SAINT-NAZAIRE

Une liaison de la Fédération anarchiste se crée sur la ville de Saint-Nazaire, tous les sympathisants libertaires peuvent prendre contact avec elle par l'intermédiaire des Relations Intérieures en écrivant à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Les militants de la liaison Saint-Nazaire vendent le « Monde libertaire » sur le marché de Saint-Nazaire le dimanche, de 10 h à 12 h.

• AUBENAS

Vous pouvez écouter les libertaires, le troisième vendredi de chaque mois, sur Fréquence 7 (92.2 MHz), émission « Colères Noires », de 18 h 30 à 19 h 20. Vous pouvez rencontrer les animateurs le samedi matin, de 9 h 30 à 10 h 30, sur le marché d'Aubenas lors de la vente du « Monde libertaire ». Une permanence du Cercle d'études sociales a lieu le troisième samedi de chaque mois, de 15 h à 16 h, au Centre culturel E. Le Bournot (une table de presse y est tenue).

• GARE DE L'EST

Nous vous informons qu'une vente régulière du « Monde libertaire » se tient tous les vendredis, de 17 h à 19 h, à la gare de l'Est (sortie du métro, au pied de l'escalier mécanique du hall). Les groupes Sacco-Vanzetti (Chelles) et de Sevrans-Bondy, présents lors de cette vente, sont à votre disposition pour tout contact.

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi, de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (M^e République)
Tél : (16.1) 48.05.34.08

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois, 13 n°	85 F	155 F	120 F
6 mois, 25 n°	155 F	290 F	230 F
1 an, 50 n°	300 F	570 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
N°..... Rue.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre

Règlement à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse,
joindre la dernière bande et 4 F en timbres poste

CHÔMAGE

Arrière les tartuffes !

AVANT la crise économique et la brutale montée du chômage de 1974-1975, la société un peu légèrement baptisée de « consommation » maintenait toute une partie de la population à l'écart de ses alléchants étalages : personnes âgées, « économiquement faibles », salariés agricoles, femmes seules et ouvriers « smigards » ayant des enfants à charge, jeunes sans qualification, handicapés, familles de marginaux n'arrivant pas à s'en sortir. Le nombre des pauvres de la France en 1974 était évalué à plus de onze millions, et parfois à quinze millions selon les auteurs (1). L'échelle des revenus entre les plus pauvres parmi les pauvres et les cinq cents familles les plus riches allait de 1 à 3 000.

La crise économique ne pouvait qu'enfoncer un peu plus les pauvres dans leur pauvreté et y précipiter des millions d'autres individus. L'irrésistible ascension s'est poursuivie pendant douze ans : un million de demandeurs d'emploi officiellement enregistrés en 1975, deux millions en 1982, deux millions six cent mille en 1987 (près de trois millions en réalité, compte tenu du truquage des statistiques).

Une loi scélérate

Une date : le 24 novembre 1982, où Bérégovoy a attaché son nom à une infamie, la signature du décret amputant les allocations de chômage et réduisant leur durée. L'ouvrage, ainsi entrepris par celui que Pinay considère comme un des meilleurs économistes, allait être parachevé par les « partenaires sociaux », avec la réforme de l'assurance chômage en 1984. Une



réforme dont Denis Clerc, directeur d'*Alternatives économiques*, pouvait écrire qu'elle avait « ainsi précipité la chute de beaucoup dans le trou noir de la grande pauvreté, celle qui contraint à tout liquider et à vivre d'expédients et de charité » (2). Il ne s'agit pas là de littérature, mais d'une réalité qu'on peut voir et toucher chaque jour, surtout dans les régions industrialisées frappées de plein fouet par les restructurations. Depuis 1984, plus de deux millions de chômeurs sont dépourvus de toute indemnisation, et la fin des droits signifie aussi fin de la protection sociale.

Trois exemples parmi des milliers

Mais, avec les allocations de fin de droits, des chômeurs plongent déjà dans la plus extrême précarité comme en témoignent ceux que le



reporter du *Progrès* a rencontré dans la Loire. Cette femme, par exemple : licenciée en 1981, elle a occupé des emplois intérimaires jusqu'en 1985. Depuis, c'est le chômage total. Avec un enfant, elle dispose pour « vivre » de 67 F par jour.

A quarante-trois ans, cet ouvrier fraiseur victime d'un accident du travail a tenté en vain de se « reconverter », on lui reproche partout son « manque d'expérience ». Avec trois enfants à charge, son budget mensuel s'élève à 2 038 F.

A cinquante-sept ans, cet ouvrier qui a quarante années d'activité professionnelle aurait bien voulu quelque emploi, même précaire. Il doit subsister avec 94,17 F par jour. Pour tous, la conclusion est la même : « les portes se ferment l'une après l'autre » et ils se plaignent de rencontrer bien souvent l'indifférence.

Ah les braves gens

Il ne s'agit sans doute pas uniquement d'indifférence. Une étude publiée par les *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi* (revue du ministère des Affaires sociales) montre que 50% des personnes interrogées se prononcent... pour une diminution des prestations versées aux chômeurs ! Ils n'accepteraient pas, dans tous les cas, une augmentation des impôts et des cotisations pour améliorer ces allocations.

Ce sont sans doute les mêmes qui vous expliquent tout tranquillement que lorsqu'on veut du travail, on en trouve ! Une opinion largement répandue dans les classes moyennes (professions libérales, boutiquiers) et parmi les inactifs. La même étude indique par contre que 41% des « sondés » accepteraient, eux, une augmentation des impôts et cotisations pour assurer une meilleure indemnisation de tous les chômeurs.

La question n'est évidemment pas innocente. Il s'agit de faire admettre l'idée qu'il n'existe pas d'autres solutions au drame du chômage qu'un nouvel effort de solidarité. Au même moment, le C.N.P.F. dans les négociations concernant l'U.N.E.D.I.C. propose un plan de quatre milliards d'économie à réaliser sur le dos des chômeurs, notamment en différant de dix jours le premier versement des indemnités. M. Séguin, lui, s'en lave les mains car dit-il c'est l'affaire des partenaires sociaux.

Le cœur et le portefeuille

Que ne dit-on pas, que ne fait-on pas au nom de la solidarité ? On tente, par exemple, de culpabiliser

les « nantis » qui osent faire grève pour leurs revendications. Dans ces opérations de diversion, se retrouvent pêle-mêle les plumitifs et les politiciens de droite et de gauche, les touts de leur maître, des télé et des radios, Yves Montand, l'abbé Pierre et monsieur de Closets. Tandis qu'un M. Edmond Maire nous bassine avec ses « nouvelles solidarités » qui doivent nous faire accepter les inévitables mutations.

Tout est mis en œuvre pour toucher les cœurs et donc faire sortir les portefeuilles, afin de secourir les victimes de ce qui serait, en quelque sorte, une calamité aussi naturelle que les intempéries. Il s'agit en fait d'innocenter le système et de nous faire croire que si des gens souffrent, c'est à cause de notre égoïsme ; de faire oublier que ce sont les patrons et l'Etat qui ferment les usines ou « dégraissent » les effectifs, les milliardaires qui placent leurs capitaux sur les marchés spéculatifs ou dans des pays dont la main-d'œuvre est bon marché.

Pendant treize semaines — et pas un jour de plus ! —, on va distribuer quotidiennement 220 000 « repas » à... 3 F par tête ! Ce qui soulagera bien des consciences à peu de frais, et permettra au bon peuple de penser que la France généreuse a donné le maximum. C'est pourquoi bien des tartuffes ont dû penser que Coluche, avec ses « restos du cœur », avait eu décidément une idée sensationnelle. Ce saltimbanque, sans doute de bonne foi, n'avait pas vu plus loin que le bout de son nez.

Mais les gens qui ont du cœur, eux, se révoltent contre cette tapageuse mise en scène médiatique où défilent des vedettes du show-biz et des politiciens de toute couleur. Ces messieurs-dames se retrouveront ensuite dans des « restos du cœur en or massif », devant des tartines de caviar et des coupes de « champ », ou dans ces réceptions fastueuses qui font les délices d'un *Journal de France*. Cette année, monsieur le président de la République apporte son « soutien total » et le gouvernement verse dix millions de francs dans l'escarcelle. Il dépense quelque chose comme dix mille fois plus, je crois, pour le budget militaire !

Solidarité des travailleurs

La solidarité bien entendu est plus que jamais une ardente nécessité. Une solidarité sans arrière-pensées pour les chômeurs et toutes les victimes de l'injustice sociale.

Cette solidarité-là ne peut être que celle des travailleurs des villes et des campagnes. Elle a été l'honneur du mouvement ouvrier. Il est cer-

tain qu'avec la crise, le morcellement de la classe ouvrière, la tendance au repliement sur soi, elle n'est pas toujours évidente, ce qui ne signifie pas qu'elle soit inexistante. Mais pour prendre toute l'ampleur nécessaire, il lui faut des moyens que seules les organisations

ouvrières peuvent fournir. Celles-ci se sont laissées distancer sur ce terrain par les organisations caritatives à caractère clérical ou politique. Les syndicats sont sans doute affaiblis, mais ils disposent tout de même de militants et de moyens matériels. Il faut dire qu'ils se sont davantage préoccupés jusqu'ici de la survie de leurs appareils plutôt que de l'organisation de la solidarité.

Ainsi, dans la Loire, un des bassins industriels les plus ravagés par les restructurations, il a fallu attendre octobre 1986 pour que la C.G.T. mette en place un comité qui doit être une « plate-forme d'accueil et un mouvement de défense ». « L'assistance n'est pas notre mission, précise-t-il, ce que nous voulons c'est organiser la lutte des chômeurs contre les racines du mal. » Bien sûr, mais il faut admettre aussi que ceux qui ont fait ont besoin d'une aide immédiate et que la lutte « contre les racines du mal » est l'affaire des chômeurs et de tous les travailleurs.

Sébastien BASSON

(1) Les exclus : un Français sur dix, René Lenoir, éditions du Seuil ; vaincre la pauvreté dans les pays riches, Lionel Stoléro, éditions Flammarion, cité par Le Monde du 17 avril 1981.
(2) Le Monde diplomatique, juillet 1985.

Editorial

EN apprenant l'arrestation de M. Yeiwené Yeiwené, numéro deux du F.L.N.K.S., le 22 décembre, de nombreuses personnes ont tout d'abord pensé que le gouvernement — ou du moins ses représentants en Nouvelle-Calédonie — avait choisi l'épreuve de force pour tenter d'abattre le mouvement indépendantiste. La prétendue « provocation aux crimes de meurtre et aux crimes et délits de coups et blessures volontaires non suivis d'effet », reprochée aux leaders kanaks, s'assimilait beaucoup trop en fait à une provocation gouvernementale.

Il est vrai que le mouvement indépendantiste traverse une passe difficile, après l'échec de plusieurs tentatives de mobilisation. Il serait alors séduisant pour les « durs » du colonialisme de se servir de ces difficultés à adopter une stratégie cohérente et efficace, et par des provocations successives pousser les Kanaks les plus radicaux à la violence, afin d'écraser par la répression toute aspiration à l'émancipation. Le souvenir des anciennes révoltes noyées dans le sang doit encore tenter plus d'un « va-t-en guerre » colonialiste.

L'acquiescement à la fin octobre des assassins de dix Mélanais, tombés dans une embuscade le 5 décembre 1984, paraissait faire partie de cette stratégie de la tension, ainsi que les diverses vexations et bavures des forces dites de l'ordre. Un journal aussi respectueux des intérêts de la bourgeoisie que « le Monde » a même pu écrire à ce sujet : « Mais le texte du juge d'instruction, véritable plaidoyer pour la légitime défense — dans une acceptation très large —, paraît justifier par avance ce recours à la violence que la justice reproche aujourd'hui au F.L.N.K.S. de prôner. »

Mais il semble, après que le ministère public ait fait appel de l'ordonnance de mise en détention de M. Yeiwené, et les interventions de M. Pons (ministre des D.O.M.-T.O.M.) et Chalandon (ministre de la Justice), que l'unité affichée dans le camp des anti-indépendantistes n'est plus aussi réelle que l'on pouvait le craindre. Aujourd'hui, la gendarmerie « ayant bien d'autres tâches à accomplir » ne se précipite pas pour arrêter M. Tjibaou, lui aussi visé par le chef d'inculpation.

A l'occasion des différentes prises de position de responsables politiques, on a pu apprécier quelques affirmations pas piquées des vers. De Mitterrand déclarant que « le devoir du gouvernement et le mien, c'est de saisir ou de créer toutes les occasions d'accélérer ou de provoquer l'apaisement... on serait amené à penser que Pasqua est responsable de la mort d'Elol Machoro. A M. Chalandon, répondant au premier : « tout commentaire public de la part des autorités politiques ne peut être interprété par les juges de Nouméa que comme une pression sur le cours normal de la justice », on rétorquerait bien que le juge Bouloque, « dessaisi » de l'affaire Gordji, le prend pour un clown.

L'arrestation de M. Yeiwené ne serait donc due qu'à une fraction « extrémiste » parmi les « loyalistes », ayant des appuis importants au sein de l'appareil judiciaire calédonien ; à moins que le gouvernement français se plaise à souffler le chaud et le froid : provocation, apaisement, provocation... afin de déstabiliser le mouvement kanak et de le diviser. Quoi qu'il en soit, ces tentatives sont dangereuses et les hommes de bonne volonté se doivent de tout faire pour qu'elles ne conduisent pas à une situation bloquée, dans laquelle les différents groupes présents en Nouvelle-Calédonie ne pourront plus envisager avec sérénité un futur en commun débarrassé du colonialisme.

ÉTUDIANTS-SURVEILLANTS

Arttweiler veut-elle son affaire ?

EN mars dernier, des étudiants-surveillants de la région parisienne occupaient des locaux ministériels pour protester contre la précarisation de leur emploi qu'entérinerait une circulaire. En juillet, huit étudiants-surveillants étaient sanctionnés : six à Versailles, suspendus dans l'attente d'un conseil de discipline ; et deux à Paris, licenciés pour des motifs administratifs infondés. A Versailles, les six surveillants ont été réintégrés, l'heure du bilan n'a pas encore sonné. Les deux surveillants de l'académie de Paris, licenciés pour des motifs administratifs bidons, sont toujours dans la même situation.

Une réprimande

Pour les surveillants de l'académie de Versailles, la mobilisation a porté ses fruits. Le millier de signatures demandant la réintégration des huit surveillants, les prises de position des organisations syndicales enseignantes et étudiantes, des



élus locaux (maires et députés), les télégrammes de protestation, les articles dans la presse ont fait reculer le nouveau recteur de Versailles. Signalons au passage que cette affaire a fait une victime malheureuse : le recteur Rollin, à qui Monory avait confié la tâche de

nous liquider, qui n'allait sans doute pas assez vite... Le ministre l'a suspendu, le remplaçant par le recteur Mognier. Il était connu, entre autres, pour avoir démissionné au début du septennat socialiste, car il ne voulait pas collaborer à l'école « marxiste ». Sa nomination nous apparaissait comme une volonté d'accélérer le processus du conseil de discipline. Toutefois nous arrivions au terme du délai légal, et les seules convocations que nous recevions étaient des avis de nomination sur ordre du rectorat ; jusqu'au jour où, dans le cadre de la procédure ouvrant le conseil de discipline, on nous invita à aller consulter nos dossiers administratifs.

Ce fut le départ des tractations diverses pour notre défense juridique. Cependant, alors que nous nous rapprochions de la date supposée de l'échéance, les organisations syndicales, en même temps qu'elles durcissaient leurs positions, nous signifiaient que, selon elles, il n'y aurait pas de conseil de discipline. L'échéance proche d'élections de représentants du personnel, le fait qu'il fut récemment nommé et héritait d'une affaire dont il n'était pas l'initiateur devait inciter le recteur à de la tempérance.

Lors d'une entrevue, au moment où aurait dû se tenir le conseil de discipline, le service du contentieux nous signifia officiellement que l'affaire serait bientôt réglée. Une semaine plus tard, à la mi-novembre, nous recevions un arrêté de réintégration assorti d'une touchante réprimande. Si la situation sur le rectorat de Versailles a abouti favorablement, on ne peut en dire autant du côté de Mme Arttweiler.

Un rectorat zélé

Nommée sous le gouvernement socialiste, elle est bien plus zélée que son collègue versaillais pour exécuter les ordres de Monory. Elle n'a pas hésité, dès le départ, à user de moyens douteux. Pour éviter tout affrontement politique, elle a pré-

féré dissimuler les motifs réels de l'affaire derrière des licenciements administratifs infondés. Une fon-

deaux pour des gens ne répondant plus aux critères du statut. Ce qui est faux, et ce dont jugera le tribu-

Alors que des recours contentieux seront engagés auprès du tribunal administratif, madame Arttweiler



Monory.

tionnaire du rectorat s'étonnant de l'irrégularité de la procédure a été dessaisi du dossier. Contrairement à son collègue de Versailles, Mme Arttweiler n'a accepté aucune rencontre avec des représentants syndicaux. Et pourtant nous sommes arrivés au terme du délai de recours gracieux de Laurent Guilloteau

Monsieur Couturier, le responsable rectoral chargé de l'affaire a dû répondre récemment à des élus l'interrogeant sur la question, qu'il s'agissait non pas de sanctions mais de licenciements administratifs non-

administratif auprès duquel seront engagés des recours contentieux. Le 17 décembre, un tract du collectif des étudiants-surveillants, soutenu par le S.G.E.N. et le S.N.E.S., a été diffusé au rectorat de Paris. Il a été diffusé le 18 décembre à la Sorbonne, à l'occasion d'une réunion de la commission paritaire technique. Une délégation du collectif et des organisations syndicales se rendra au rectorat à la rentrée, si madame Arttweiler maintient ses positions.

tient-elle vraiment à assumer contre vents et marées des sanctions dont le ministère a de fait réévalué le bien-fondé ? Nommée sous la gauche, voudrait-elle démontrer qu'elle dépasse dans l'arbitraire répressif le nouveau recteur de Versailles, quitte à se voir infliger un démenti devant les tribunaux ?

Nous exigeons la levée immédiate des sanctions qui frappent Laurent Guilloteau et Marie-Laurence Ribesros, ainsi que leur réintégration rapide.

Collectif des étudiants-surveillants

GRÈVE

Banque de France

LES belles et luxueuses boutiques de la place des Victoires ont dû être satisfaites : depuis le 22 décembre, il n'y avait plus d'occupation des locaux à la Banque de France. Rue Radziwill les banderoles annonçant grève et jours d'occupation ont disparu.

On pouvait espérer que la trêve des confiseurs n'entamerait pas la combativité des grévistes, mais aucune des revendications n'a abouti. Trois semaines d'une grève « suspendue » (1) avec l'assurance de la direction qu'aucune mesure administrative ou sanction disciplinaire ne sera prise contre les grévistes...

Repli en bon ordre avant que la mobilisation ne tombe, ou une grève pour rien ? Si cela veut dire désormais aucune opposition au processus de restructuration des activités de la Banque de France, l'addition sera dure pour les autres secteurs de l'activité bancaire dans l'Hexagone !

Selon les « sources syndicales », la base est très syndiquée, à 60%, mais néanmoins la direction a pu voir qu'elle pouvait leur tenir tête, ne rien lâcher.

L'activité financière du pays n'a jamais été entravée, notamment grâce à l'appui que la Banque de France a reçu des banques de dépôt. Le centre de production de Chamalières, d'où le conflit est parti (2), s'il a dans un premier temps poursuivi la grève, a repris lui aussi le travail. La combativité

s'effrite-t-elle ou était-ce la « solution sage » ?

De nouvelles formes de luttes

On peut aussi se poser le problème du traitement de l'information par les médias. Le mouvement doit se poursuivre en « utilisant de nouvelles formes de luttes ». Telle était la position de l'intersyndicale (C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et S.N.A. [autonomes]) en appelant la semaine dernière à des arrêts de travail pour le 31 décembre et le 4 janvier. Ces dates seraient stratégiques et entraîneraient des retards importants, en particulier dans le calcul de la balance des paiements. Des grèves du zèle avec le respect strict des règlements pourraient retarder considérablement le tri des billets.

Tout cela fait quand même piètre figure quand la mobilisation marque le pas. Le front syndical unitaire pourrait aussi s'effriter avec la première lézarde, et les récentes dénonciations de la C.F.T.C. : « La C.F.T.C. ne participera jamais à une action dont les sous-bassements sont politiques. Ce mouvement doit garder une orientation spécifiquement propre à l'entreprise ».

Lors de l'assemblée générale au siège parisien, l'intersyndicale a résumé la position pragmatiquement adoptée : « Le mot d'ordre

de grève reductible toutes les 24 heures nous affaiblissait. Beaucoup de camarades ne pouvaient plus suivre. Nous avons un long combat à mener. Il faut savoir garder des munitions et trouver de nouvelles formes d'action moins pénalisantes sur le plan financier ».

Il reste quand même que les organisations syndicales, qui à la Banque de France ont une image très « cogestionnaires-corporatistes », se sont montrées sous un jour plus combatif, mais on espère que cette première n'est pas aussi un chant du cygne.

« Les grévistes jettent l'éponge », titrait un quotidien parisien, une fois de plus l'heure serait-elle au dos rond et à la débrouillardise individuelle ? La réintégration au chantier de la Bastille, à Paris, des 53 ouvriers licenciés de la Damifère serait-elle la seule victoire syndicale de cette fin d'année ? Beaucoup de questions en suspens et pas beaucoup de certitudes sur le plan syndical en cette aube de 1988 !

A. P.

(1) Le terme, déjà employé par la direction C.F.D.T. pour l'U.D. Girondaise dans les années 75-76, est ambigu. Espérons que la suite nous prouvera que non.

(2) Dans ce centre où les billets sont imprimés, la moitié des effectifs est menacée et cela à plus court terme que les centres de Paris ou de Marseille.

« LIBÉRATION »

Code du travail ?

CE n'est pas en lisant le quotidien *Libération* qu'on sera renseigné sur les démêlés de la direction du journal avec l'inspection du Travail. Y'avait tout d'abord des articles dans le *Monde* nous informant que le collège « cadres et journalistes » avait voté majoritairement pour une liste C.G.T.-C.F.D.T. aux élections pour le comité d'entreprise (1). La direction avait immédiatement estimé que le quorum n'avait pas été atteint... Le Code du Travail stipule pourtant que celui-ci est atteint quand la moitié des votants (qu'il soit exprimé, blanc ou nul) est supérieur d'une voix à la moitié des inscrits.

Le Code du Travail archaïque à « Libération »

Mais la direction du quotidien parisien *Libération* estime sûrement que le Code du Travail est archaïque, et elle s'appuie sur une décision contradictoire de la cour de cassation de juin 1983. Celle-ci stipule que ne doivent être pris en considération pour le compte du quorum que « les suffrages valablement exprimés ».

Il y a bien eu une tentative de conciliation tentée entre les syndicats et la direction par des membres du Conseil de surveillance du journal, mais en vain. Nous n'évoquerons pas plus que par quelques mots l'existence d'une « liste fantôme », qui à part le plaisant de son côté burlesque avait pour véritable but de démobiliser le personnel...

Le lundi 21 décembre, le tribunal de grande instance a ordonné un second tour de scrutin pour les élections. Trois cent trois inscrits, 152 votants, le quorum était atteint, mais comme le déclarait la C.G.T. : « La direction de *Libération*, qui semble avoir abandonné toute ambition d'ordre journalistique et culturel, s'installe dans la stagnation et cherche des moyens autoritaires pour résoudre ses problèmes. Dans cette affaire de quorum, qui n'est qu'une diversion grotesque, elle tente de corriger le suffrage universel normalement exprimé dans l'entreprise en faisant appel à la jurisprudence anti-syndicale des magistrats... ».

Quelques mois avant le vingtième anniversaire de Mai 68, *Libération* aura définitivement enterré la rue de Lorraine...

Sitting BULL

(1) On ignore les résultats du collège « ouvriers » (ou plutôt, modernisme oblige, « fabricants » !), à croire que la catégorie est déjà enterrée...

NOUVELLES DU FRONT

ACHARNEMENT ! Nous avons déjà relaté dans ces colonnes les péripéties judiciaires d'un jeune appelé d'origine martiniquaise. Poursuivi pour refus d'obéissance, en fait il s'agissait de chanter l'ignoble « Chant des Africains », il a connu la paille humide des cachots pendant quatre mois... car il risquait, selon la chambre d'accusation, de « troubler l'ordre public ».

BEN MON COLON ! Comment meubler sa retraite lorsqu'on est colonel ou général ? En devenant salarié d'un marchand de canons, c'est simple et cela peut rapporter gros. On ne compte plus les galonnés ayant franchi le pas rapidement, en dépit d'une loi stipulant qu'un délai de cinq ans est nécessaire avant d'exercer en privé des talents... bien rétribués. Matra, par exemple, se paye un ex-général d'aviation pour 40 000 F, somme qui s'ajoute à une modeste retraite de 25 000 F. Dame Justice ferme les yeux, rien ne doit contrecarrer la lutte contre le chômage... des ganaches.

APITOIEMENT. Une certaine presse nous a récemment fait pleurer en relatant le sort tragique du commandant Mafart, agent secret malheureux et rapatrié sanitaire. L'atoll n'est pas une taule, mais le pauvre s'ennuyait ferme sur son île. Le sable fin et les cocotiers finissent par lasser, et il « psychosomatise » à plein tube. Que des agents « secrets » aient leurs nerfs, un Pereira l'aura compris.

A COMME... AVENTURE F.M. Depuis septembre, une radio locale parisienne d'un nouveau genre sévit sur 105.9 MHz. Certains l'appellent déjà radio-Sirpa, du fait de ses liens avec les autorités militaires. Rien de plus faux, puisque la loi interdit à une administration de se voir attribuer une fréquence par la C.N.C.L. L'A.D.D.I.M. (Association de diffusion de l'information militaire) et le ministère de la Défense se sont donc associés avec le groupe Bayard Presse (« La Croix », « Pélerin-Magazine ») et les scouts de France. Le sabre et le goupillon, une fois de plus réunis !

POUR TOUT SAVOIR... sur l'antimilitarisme, les luttes et les procès, il suffit d'appeler le téléphone antimilitariste au 43.03.62.03. Un répondeur, régulièrement remis à jour, vous dira tout ce que vous voulez connaître. Merci la Coordination de soutien aux réfractaires !

G.H.

EXPULSIONS

Otages iraniens en France...

REVIENDRONT-ILS ? Des dix-sept personnes expulsées le 7 décembre dernier, douze Iraniens et trois Turcs sont toujours en grève de la faim à Libreville, au Gabon. Leurs proches ont eux aussi commencé une grève de la faim à Paris, devant le Haut-Commissariat aux réfugiés.

Des larmes de crocodile

Les Iraniens ne pensaient pas pouvoir être accusés de présenter un danger imminent pour la France, arrêtés du jour au lendemain, embarqués de force et matraqués à l'aéroport, pour finir séquestrés dans un hôtel de luxe du Gabon. Rien n'interdit de croire aux mythes de la patrie des droits de l'homme, mais c'est fou ce que l'on peut se tromper.

Les amis des expulsés ont néanmoins reçu des marques de soutien. Laurent Fabius est venu leur rendre visite, et verser sur leur sort quelques larmes de crocodile. Nous attendons avec impatience qu'il vienne témoigner sa sympathie à tous les immigrés qui transitent par les centres de rétention administrative, depuis que le gouvernement socialiste les a créés. Les députés socialistes ont été très fiers du chahut qu'ils ont provoqué à l'Assemblée, accusant le gouvernement de s'être « couché » devant les exigences de Téhéran. Laissons-leur

la satisfaction puérite d'avoir raison, en espérant que les Iraniens ne se leurreront pas sur le soutien réel que leur apportera le Parti socialiste : il ne dépassera sans doute pas le stade de la démagogie et des effets oratoires faciles.

Terre d'asile ?

« Va-t-on systématiquement accepter d'expulser les opposants à tel ou tel gouvernement étranger, alors qu'ils ont obtenu soit la protection de la France, soit l'octroi d'un asile de fait, soit la reconnaissance juridique de leur qualité de réfugié, en raison même de leur opposition dont le droit leur était contesté dans leur pays ? », demandent les associations composant la Commission de sauvegarde du droit d'asile (C.I.M.A.D.E., France terre d'asile, G.I.S.T.I., L.D.H.).

Une bonne question, que l'on peut poser tant par rapport aux Iraniens qu'à propos des Basques et des Italiens. Ces associations mènent actuellement une campagne de soutien aux expulsés, et de mobilisation autour du droit d'asile en France. Mais les pétitions, les condamnations officielles, les éventuel-

les manifestations de soutien suffiront-elles pour permettre le retour des expulsés de France, voire de redéfinir le droit d'asile selon les principes de la convention de Genève ?

Car aujourd'hui, non seulement le droit d'asile se réduit aux dimensions d'une peau de chagrin, mais il fonctionne comme un guet-apens, les réfugiés politiques venus en France pour y trouver la sécurité devenant la monnaie d'échange du gouvernement. Et il faudra sans doute une mobilisation allant bien au-delà des pétitions et des protestations verbales pour revenir sur cet état de fait.

Pascale CHOISY

QUARTIERS D'ISOLEMENT

A.D. continue le combat

UN des derniers coups publicitaires de Pasqua aura été l'arrestation des principaux membres d'Action directe. On a déjà remarqué dans ces colonnes combien il nous déplaisait que ce groupe use d'un patronyme libertaire qui signifie action sans intermédiaires, donc sans avant-garde, alors qu'il se donne lui-même le rôle d'avant-garde.

Action directe n'intéresse cependant pas que les faits divers, c'est un groupe politique, qui d'ailleurs préférerait certainement qu'on parle davantage de lui dans les grands médias pour évoquer ses analyses politiques que comme ennemi public n° 1 parmi d'autres... Mais les moyens employés sont-ils appropriés ?

Quel combat ?

Pour Action directe, le combat continue jusqu'à l'intérieur de la prison. Quel combat ? Ils sont quatre à avoir entamé une grève de la faim le 1^{er} décembre. Les raisons en sont expliquées dans un communiqué.

« Nous, militants de l'organisation communiste Action directe, initiions par une grève de la faim une lutte collective et unitaire pour l'obtention de deux revendications : regroupement par le statut de prisonnier politique de tous les militants emprisonnés poursuivis par les différentes juridictions « normales » ou « spéciales » et fermeture immédiate des quartiers d'isolement de sécurité renforcée (...). Hors de toutes leurs lois, les conditions de détention sont modelées individuellement par les appréciations des juges des sections spéciales, des directeurs d'établissements pénitentiaires, des bureaucrates de la place Vendôme, etc.

« Tout le quotidien du prisonnier est soumis à cet arbitraire, la correspondance censurée ou détruite, les parloirs, le droit à l'information, le droit de recevoir des livres... Jamais pour les militants emprisonnés, la suppression du statut politique n'a signifié une détention « normale » mais torture par l'isolement de sécurité renforcée, chan-

tage permanent, brimades et arbitraire ».

Oui, l'isolement est un scandale et il est bon de le répéter, cependant il s'avère aujourd'hui que de l'information était mieux passée dans les médias avec les mutineries de juillet dernier ou celles, plus récentes, de Saint-Maur et de Besançon. Le passé des militants d'Action directe ne les a pas aidés à faire passer le message... C'est un premier problème.

Une véritable action directe

Ce qui nous paraît être un autre problème est la revendication d'un statut politique entraînant les différences de traitement que subissent les détenus. S'agit-il de canaliser l'arbitraire ou bien d'ajouter un statut particulier, différent des autres ? Dans les deux cas, rien de positif pour l'ensemble des pri-

sonniers auxquels s'adresse pourtant Action directe, mais qui s'uniraient à Action directe ? Toujours à l'avant-garde donc...

Action directe a, par son activité, contribué au renforcement de l'appareil policier et judiciaire. Les Q.H.S. ont été supprimés en 1981, ce fut la victoire d'une lutte ; les quartiers d'isolement les ont remplacés depuis, et la lutte est à reprendre. Elle s'est déjà exprimée ponctuellement, elle peut vaincre prochainement si l'on prépare suffisamment un large soutien populaire, pour le jour où une véritable action directe menée par les détenus de diverses prisons se déclenche. Les conditions de détention ne révoltent pas que les prisonniers, les plus farouches partisans de la « punition » ne défendent pas formellement l'humiliation.

LE FURET



Max Frérot.

THIERRY CHATBY L'acharnement

L'administration pénitentiaire a décidément le goût des feuilletons interminables, dont tous les épisodes ont en commun le cynisme, l'acharnement, la cruauté gratuite.

Le « Monde libertaire » s'est fait écho, à plusieurs reprises, de la lutte de Thierry Chatby, détenu depuis dix-sept mois en préventive sur des bases plus que douteuses : il semble évident que Thierry paye surtoit pour son passé judiciaire, sa participation à la mutinerie de Fleury-Mérogis en juillet dernier, et ses proclamations malmenant tant la justice que l'administration pénitentiaire.

Rappelons brièvement les dernières luttes de Chatby : le 20 novembre dernier, il entame une grève de la faim et de la soif ; il est obligé d'y renoncer au bout de 20 jours, les yeux gravement atteints, et ayant semble-t-il atteint le stade des séquelles définitives. Le 6 décembre dernier, une semaine après l'arrêt de sa grève, il monte sur les toits de la prison de Fresnes. La presse se déplace, le procureur du Val-de-Marne aussi, l'action semble une réussite... Mais l'attention de la presse retombe vite, les promesses ne coûtent jamais très cher à un procureur... Thierry reste en prison et se prend, en prime, vingt jours de cachot. En pleine période de fêtes. Ce qui signifie, entre autres, que Thierry risque d'être privé du seul colis annuel auquel les prisonniers ont droit, le jour de l'an.

Fin de l'histoire ? Non ! Le mardi 22 décembre, Thierry Chatby... remonte sur les toits de Fresnes en compagnie d'un autre détenu ! Cette fois, plus de journalistes, plus de procureur, mais deux matons qui l'obligent à descendre avec des arguments... musclés. Ses proches, qui ont assisté à la scène de loin, craignent qu'il n'ait été victime d'un sérieux tabassage, lors de son « atterrissage » dans la cour de la prison.

Le lendemain, Thierry Chatby était transféré à la Santé, où ses proches n'ont pu obtenir un parloir pendant cinq jours. Ils auront donc passé Noël, les uns dans l'angoisse, l'autre, dans la solitude. Meilleurs vœux tout de même à l'occasion de la nouvelle année : qu'il sorte de là !

Pascale CHOISY

COLLABORATION DE CLASSES

« Deuxième gauche » et capitalisme (2^e partie)

Après avoir analysé les origines de l'idéologie de la « deuxième gauche » dans le *Monde libertaire* de la semaine dernière, cet article envisage les différentes stratégies appliquées pour permettre aux bénéficiaires de ce discours d'en retirer tous les fruits.

Et tout d'abord quelles sont les raisons de l'échec du « delorisme » dans les années 70, préconisant des « contrats de progrès » afin d'enfermer les syndicats dans le piège de la concertation.

Le comité de rédaction

LA tentative Delors avorte : l'eau a coulé sous les ponts depuis la mise en œuvre novatrice d'une croissance planifiée, et la technocratie formée par la méfiance envers la libre entreprise cède la place aux forces que porte l'évolution du capitalisme en France. La responsabilité de l'enterrement du delorisme est imputable au conservatisme profond de certaines éminences gaullistes : ce sont Pierre Juillet et Marie-France Garaud, en effet, qui ont obtenu la « peau » de l'ex-syndicaliste. Mais, plus profondément, on peut penser que Delors arrivait bien tard, avec sa tentative de parachèvement d'un mode de régulation sociale dont la crise allait se déclarer peu de temps après, et avec pour soutien une fraction de la bourgeoisie dont les années suivantes allaient voir la défaite politique.

C'est que la montée en puissance du grand capital financier, à partir de 1966 surtout, a ouvert un conflit qui traverse la classe capitaliste : une importante fraction de la bourgeoisie industrielle défend la stratégie gaullienne d'autonomie nationale en matière économique — une économie « aut centrée » — autour du secteur financier public allié au groupe Paribas. Une telle politique suppose des « compromis » avec la classe ouvrière, notamment à travers le projet gaulliste de la « participation ». Au contraire, la bourgeoisie financière montante, autour du groupe Suez, vise l'internationalisation du capital et la soumission aux exigences du marché mondial ; vis-à-vis de la classe ouvrière, elle prône une stratégie offensive (1). Ce conflit, qui se traduit politiquement par l'affrontement du gaullisme et de l'atlantisme, de l'U.D.R. et des Républicains indépendants (giscardiens), s'exacerbe après le départ de de Gaulle, sous Pompidou, dans les années 1969-1974. Or, la tentative Delors s'inscrit plutôt dans la stratégie gaullienne



d'intégration sociale (bien que ce soient des gaullistes qui « liquident » Delors !), politique qui n'a pas l'aval de la bourgeoisie financière montante.

« Deuxième gauche » et « deuxième droite »

En outre, l'ascension de celle-ci a été favorisée par une transformation de l'économie qui met en cause la possibilité d'une politique aut centrée, et qui aboutit, parmi d'autres facteurs, à l'étranglement du mode de régulation fordiste — ce fordisme que les projets de Jacques Delors tendaient à parachever... Économiquement et politiquement, le delorisme était donc destiné à se trouver en porte à faux. Est-ce à dire qu'aucune passerelle n'est alors jetée entre la « deuxième droite » montante et l'expression politique de ce qu'on ne nomme pas encore la « deuxième gauche » ? Dans les derniers mois du gouvernement Chaban-Delmas, Valéry Giscard d'Estaing, alors ministre des Finances, et dont l'élection aux présidentielles de 1974 concrétisera la victoire politique de la bourgeoisie financière, insiste pour



rencontrer Jacques Delors. Si le courant passe mal entre les deux hommes, leurs personnalités s'accordant fort peu, Giscard d'Estaing candidat, puis président, s'inspirera de la terminologie consensuelle de Delors : la « décontraction de la société française », au désir de « décontracter la France » cher au conseiller de Chaban. Toutefois, l'utopie technocratique, aux résonances corporatistes, du syndicaliste chrétien pouvait alors difficilement épouser le libéralisme giscardien, même « avancé »...

Nous nous interrogeons au début de cette étude sur les effets escomptés par la direction cédétiste de la cogestion, en terme de productivité et d'intégration des salariés : le détour par le delorisme et son contexte d'apparition nous convainc qu'à partir d'une origine idéologique commune — personnalisme et humanisme chrétien — se découvre un même « grand dessein » de réconciliation sociale, qu'il s'exprime politiquement dans l'utopie deloriste ou syndicalement dans l'affirmation cogestionnaire ou « autogestionnaire ». Cette convergence inclut d'ailleurs toutes les frictions, tous les écarts séparant des militants qu'il vaut mieux ne pas voir comme une bande de comploteurs, mais comme des adversaires d'autant plus redoutables qu'ils sont capables d'utiliser leurs différences : stratégies multiples, grande souplesse tactique et bien dangereuse faculté d'adaptation... Ainsi, lorsque la crise devient évidente, la « deuxième gauche » syndicale se tourne vers des pratiques en apparence radicalement opposées au projet d'intégration technocratique, « par le haut », que défendait Jacques Delors.

Stratégie de la fragmentation

La découverte d'une complexité, d'une multiplicité de situations assez différentes au sein des classes exploitées, complexité accrue par la crise, et que le marxisme — par exemple — ne permet guère de théoriser, donne lieu à une surenchère de la part de la direction cédétiste. Alors qu'il s'agirait de recomposer l'unité dans et par la lutte de classes, cette prise de conscience théorique va servir d'alibi à une pratique d'éclatement des luttes. Et si nous avons assisté avec l'expérience Delors à une tentative d'unification technocratique, c'est une véritable stratégie de la fragmentation que nous voyons se déployer du côté de la confédération, à partir des années de crise.

Edmond Maire, en un sens, incarne cette stratégie : du temps qu'il animait la Fédération de la chimie, il disait déjà se défier des journées nationales d'action, leur préférant les initiatives locales, jugées plus payantes. Quel est son premier geste de secrétaire fédéral ? Il adresse aux siens une circulaire prônant la décentralisation de l'action, au détriment de la démarche « interprofessionnelle ». Une telle stratégie peut sans doute se défendre jusqu'à un certain point, mais on ne peut que suspecter l'intention profonde qui la motive, lorsqu'on entend Maire affirmer, par exemple, que l'emploi de l'expression « lutte de classes » lui paraît personnellement inopportune en ambiguë (affirmation à mettre en rapport avec une autre déclaration, selon laquelle le syndicalisme « sous-estime ses capacités quand il limite sa fonction

propre à une fonction d'agrégation sur des bases « unifiantes » parce que rudimentaires et floues » (3). Cette stratégie apparaît donc hautement suspecte dans la mesure où elle semble moins relever d'un calcul ponctuel que d'une contestation radicale des principes de la Charte d'Amiens affirmant l'unité des salariés regroupés sur des bases revendicatives dans le syndicat. Et, dans le droit fil de cette mise en cause, Jacques Moreau, le père du « recentrage », s'opposera à la globalisation des mots d'ordre dans son rapport au Conseil national de janvier 1978.

L'observation de ces faits, de cette cohérence dans l'attitude confédérale, nous amène à nous interroger une fois de plus sur les effets concrets escomptés d'un tel discours ; et c'est Edmond Maire lui-même qui nous livre la réponse lorsque, un mois avant la tenue du Conseil national d'avril 1978, il confie à Valéry Giscard d'Estaing, qui le reçoit : « Les orientations fondamentales de la C.F.D.T. considèrent que toute société de progrès est une société de conflits. Il s'agit de régler ces conflits le plus tôt et au niveau le plus bas possible. » Rendre les conflits digérables par le système économique, non plus par prévision, prédétermination des salaires et intégration social-démocrate, mais par fragmentation et parcellisation. Du social-delorisme de l'époque pompidolienne à la politique mairiste des années de crise, le contexte a changé, la stratégie aussi. Mais l'effet escompté reste le même.

La fragmentation, manifeste dans les mots d'ordre syndicaux, se laisse également déchiffrer dans la conception nouvelle des rapports entre employeurs et salariés que théorise et tente de mettre en œuvre la « deuxième gauche » : la citoyenneté dans l'entreprise, les « droits nouveaux des travailleurs », qui reprennent sous forme atténuée l'orientation autogestionnaire, tendent en effet à substituer au pouvoir revendicatif des salariés, coalisés par-delà les limites de leurs entreprises respectives, un simulacre d'autorité « reconnue », éclatée entreprise par entreprise. Ainsi la différence qualitative entre un pouvoir que confère la force (syndicale) et une « autorité » assurée par le « droit » occulte-t-elle la différence entre les champs respectifs de ce pouvoir et de cette « autorité ». D'un côté l'unité du pouvoir revendicatif, de l'autre une fragmentation vouée à desservir les salariés dans le rapport de forces. Et, à plus long terme, « associer » les salariés à une décision qui leur échappe se révèle une tactique perverse destinée à censurer la revendication, ou plutôt à faire s'autocensurer les travailleurs : on ne conteste pas une décision qu'on croit avoir prise soi-même.

On comprend dès lors facilement pourquoi la direction confédérale n'a décidé de mettre les actes en accord avec les projets que dans le plus grand secret. Dans un premier temps, les discussions portant sur les droits nouveaux des travailleurs ont été activées d'une manière clandestine, à partir de rencontres bien cachées entre Albert Mercier et Jacques Moreau, émissaires d'Edmond Maire, et François Ceyrac, patron des patrons (en décembre 1977 et en janvier 1978). Sur ce thème, une commission mixte patronat-C.F.D.T. fonctionnera clandestinement : elle se réunira jusqu'en 1980, mais aboutira à un échec partiel, de sorte que

le ministre giscardien Lionel Stoléru ne pourra en tirer le projet de loi qu'il avait en vue de rédiger. Partie remise, l'expression des travailleurs trouvera sa formulation législative sous la gauche, avec la quatrième loi Auroux, préparée par Michel Praderie, directeur de cabinet du ministre, et Martine Aubry, sa conseillère technique... qui n'est autre que la fille de Jacques Delors (deux personnes qui travaillaient avec la C.F.D.T. avant l'arrivée de la gauche au pouvoir). Le moins étonnant ne fut pas le cynisme avec lequel Praderie, lors d'une conférence où il représentait son ministre, expliqua devant le club patronal E.T.H.I.C. que les lois Auroux devaient permettre aux employeurs de court-circuiter les syndicats, et conclut en affirmant : « Nous voulons arriver à une pulvérisation syndicale » (4).

Il y a donc bien stratégie réfléchie de la part de la « deuxième gauche » et de la fraction du P.S. qui relaie ses projets ; mais, si elle est même d'emporter l'adhésion de certains patrons modernistes, elle ne peut tenir lieu de manifeste, de discours à l'usage du public habituel des intellectuels et des dirigeants cédétistes, et la profession de rigueur prétendument dictée par l'intérêt général constituera, surtout sous la gauche, leur discours de justification.

Culpabilisation et nivellement

Le thème d'un intérêt général, transcendant les intérêts particuliers et les « avantages acquis » par telle ou telle catégorie, ne représente pourtant pas une innovation de la direction mairiste. Lors de la rencontre C.G.T.-C.F.D.T. du 27 septembre 1966 déjà, Eugène Descamps confiait à Georges Séguéy : « Si nous voulons aller vers une société, disons "socialiste", nous serons exigeants à l'égard de toutes les couches sociales, y compris les travailleurs. Dans le régime actuel, cela nous oblige simultanément à défendre les travailleurs et à leur dire que tout n'est pas possible en même temps. » Mais jamais Descamps ni Maire ne préciseront vraiment de quel lieu ils parlent, qui leur accorde cette vision « totale ». Eux, qui prétendent liquider la classe ouvrière comme sujet messianique, absolu, de l'histoire sociale, parlent pour une société qu'ils saisiraient dans son ensemble, absolument, comme par un regard surplombant, de sorte qu'ils en détermineraient l'intérêt réel. Et c'est au nom de cette universalité douteuse qu'Edmond Maire tiendra des propos « antidémagogiques », grâce auxquels Albert Detraz pourra dire de lui qu'« il ne défend pas l'intérêt d'une classe ou d'une catégorie mais pense l'intérêt de la collectivité ». Or cette antinomie insistante de l'intérêt général et de l'intérêt particulier, qui renvoie aussi bien à l'argumentaire du centrisme libéral qu'à l'utopie corporatiste construit une vision du réel où les luttes de classes le cèdent à la rivalité d'intérêts différents, entre lesquels il ne s'agit que d'arbitrer. Vision angélique et perverse, ordonnant le rapport présenté par Lesire-Ogrel au Conseil national des 21 et 22 mai 1981 : selon lui, il faut aboutir à un équilibre entre les groupes, les classes, les catégories qui vivent une même communauté (équilibre émanant des antagonismes eux-mêmes).

COLLABORATION DE CLASSES

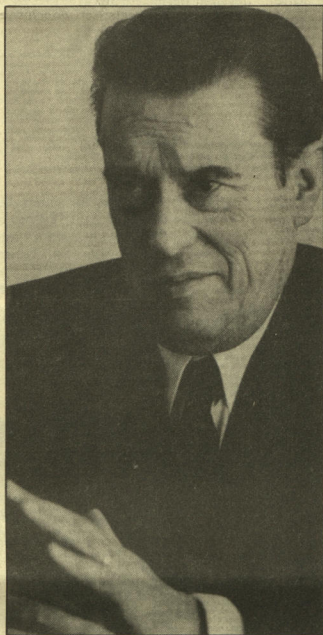
« Deuxième gauche » et capitalisme (2^e partie)

On connaît l'aboutissement de cette logique et ses conséquences sur le discours syndical : l'effacement de la notion d'exploitation salariale, qui déconnecte la dénonciation des inégalités de la dénonciation des différences de classe. Des syndicalistes en viennent alors, par un raffinement de perversion, à s'attaquer... aux différences qui vivent la classe ouvrière, à l'inégalité dans l'exploitation ! Fin 1981, au cours d'une discussion de la Commission exécutive, les responsables cégétistes s'orientent dans cette direction ; Edmond Maire lance alors le thème des « nouvelles solidarités », tout en dénonçant la « montée des corporatismes », et substitue, à une analyse détaillée de la crise et de ses conséquences, une culpabilisation des salariés les moins défavorisés, comme s'ils étaient les auteurs et bénéficiaires de l'extorsion d'une plus-value produite par d'autres salariés. Que de confusion dans une bouche si « rigoureuse »... « Cette attitude n'épargne pas chaque catégorie de salariés qui renâcle à voir se réduire l'écart entre ses avantages et ceux dont dispose la catégorie d'endessous, et chaque salarié dans la mesure où la stabilité de son revenu, de sa qualification ou de son statut social peut se trouver plus ou moins affectée. »

La stratégie de la direction mairiste cumule donc d'une part une surenchère dans la fragmentation des luttes, d'autre part un discours nivellateur et culpabilisant, qui précisément s'appuie sur le constat de la fragmentation sociale : « (...) la distorsion entre le haut et le bas de l'échelle, l'éclatement du salariat constituent un danger tel que slogans, certitudes et vérités reçues doivent être sacrifiées à cet unique but : réduire les inégalités entre les travailleurs. »

Les bénéficiaires du discours

Arrivés au terme de cette étude, il convient de nous demander si le profit évident qu'en retirent les classes dominantes épuise le sens des stratégies qu'a mises en œuvre la



François Ceyrac.

« deuxième gauche ». En d'autres termes, de quelle classe ou de quel groupe social le discours d'Edmond Maire est-il en effet l'expression, par-delà l'intérêt général qu'il prétend défendre ?

Si l'on se tourne vers les militants qui tiennent ce discours au sein de la C.F.D.T., on note l'influence des chimistes, qu'Eugène Descamps nommait des « socialistes tristes », des « donneurs de leçons ». Venu de la Fédération de la Chimie, c'est de chimistes qu'Edmond Maire s'est prioritairement entouré lorsqu'il a accédé au secrétariat général. L'observation serait gratuite si l'on n'avait pas assisté à la cristallisation d'un courant moderniste au sein de Force Ouvrière également, à partir de 1963, et précisément autour de la Fédération de la Chimie animée par Maurice Labi ; une minorité d'adhérents de cette fédération devait d'ailleurs quitter F.O. pour la C.F.D.T., der-



rière Maurice Labi, en 1972. Il n'est pas indifférent de noter que des tendances idéologiques voisines aient pu prendre corps à partir d'une industrie « porteuse », une industrie motrice de la croissance dans les années 1945-1970... Et une étude sociologique révélerait sans doute l'importance des syndicalistes des secteurs de pointe dans l'élaboration militante des thèmes de la « deuxième gauche ».

Il faut distinguer en second lieu les représentants des cadres modernistes, et notamment Pierre Vanlerenberghe, lequel, comme secrétaire de l'Union confédérale des cadres, a préconisé une revalorisation du rôle de l'encadrement. A lire ses déclarations, on comprend l'intérêt que certaines catégories socio-professionnelles peuvent retirer d'une fragmentation des rapports sociaux, des « droits nouveaux » des travailleurs dans l'entreprise, en confortant leur rôle d'intermédiaires : « L'ouvriérisme, c'est ringard... Les cadres sont importants et nécessaires parce qu'ils se situent à l'articulation de la réflexion sur les conditions de travail et sur la finalité de la production. Ils sont "porteurs de progrès", ils sont le point de conjonction des savoirs nouveaux qui influent directement sur les forces productives. En tant que technologues, les cadres concernent la base, et inversement... »

De Touraine à Rosanvallon : force et faiblesse de la deuxième gauche

La difficulté de saisir les contours du phénomène « deuxième gauche » tient visiblement au fait que son discours peut recouvrir des intérêts, des projets assez différents ; et la difficulté croît dès lors qu'on considère les contacts entre « deuxième gauche » et bourgeoisie financière, entre intellectuels cégétistes et P.-D.G. d'entreprises nationalisées. Citons les noms fort connus de Rogers Fauroux, Antoine Riboud et Michel Albert (5), des noms que l'on aurait spontanément tendance à classer dans le gotha de la « deuxième droite »... Mais un Jean Boissonnat, par exemple, ne se situe-t-il pas idéologiquement entre la direction cégétiste et Raymond Barre ? Raymond Barre, dont il ne déplairait pas à Jacques Delors d'être le Premier ministre... C'est que les patrons modernistes ont tout intérêt à se référer aux conceptions nouvelles de l'entreprise et aux analyses qui réhabilitent la « fonction d'entrepreneur » ; pour un syndicaliste comme Pierre Vanlerenberghe, par exemple, il convient de distinguer entre l'exploiteur et le responsable d'entreprise, dont aucune société moderne ne saurait se passer... De cette transformation de l'image que les salariés se font de l'adversaire, les patrons modernistes ne peuvent que bénéficier.

Après avoir examiné l'identité des théoriciens et bénéficiaires du discours de la « deuxième gauche », nous devons envisager la manière dont ce discours parvient à articuler en lui des intérêts différents : un discours sociologique déjà daté, d'une part, l'itinéraire plus récent d'un idéologue, d'autre part, rendent compte de sa force d'enveloppement et permettent d'en esquisser une explication. Nous pensons en premier lieu aux conceptions d'Alain Touraine, dont un essai sur « L'Entreprise : pouvoir, institution et organisation », publié en 1969 dans *La Société Post-Industrielle* (6), déployait une stratégie subtile et complexe à propos de l'entreprise, définie comme institution privée remplissant une fonction sociale. Cette définition faisait de l'entre-

prise une unité de décision politique où se concentraient les conflits de société, auquel titre son autonomie devait être reconnue par l'Etat. Elle en faisait en même temps une organisation tellement intégrée au système économique que la notion même d'entreprise pouvait sembler inopérante, auquel titre les luttes sociales étaient de moins en moins fondées à contester la structure de l'entreprise capitaliste. D'ailleurs, simultanément, la description tourainienne faisait éclater l'entreprise en plusieurs niveaux de fonctionnement discontinus, sans unité théorique. Et comment contester une « institution » sans unité, proprement *impensable*, dont seules les notions de plus-value et d'exploitation salariale pouvaient recomposer la représentation, ces notions que le sociologue occultait...

Alain Touraine, qui « constatait » un décentrement de l'entreprise par rapport aux conflits décisifs, renvoyait ces conflits et leur sens profond à un niveau plus englobant — celui d'une technocratie combinant dans des programmes à long terme la création et le développement des ressources. Les salariés devaient donc tourner leurs regards vers un nouveau « centre » politique et social ; mais le sociologue, pas plus qu'il ne contestait l'entreprise capitaliste, ne pouvait remettre en cause l'existence même de cette technocratie, nécessairement associée à une dialectique de la rationalisation dont il faisait l'apologie entre les lignes : gestion du changement, prévision, programmation du développement, contrôle social de l'économie rationalisée... *La Société Post-Industrielle*, on le voit, est contemporaine du rêve deloriste d'une « nouvelle société », programmée, prévisible, et même, en un sens, elle anticipe la réalisation de ce rêve. De sorte qu'elle produit, avec la figure floue, ambivalente, du technocrate abusif mais rationaliste, un adversaire mythique qui est aussi un partenaire obligé, presque fascinant et elle désigne stratégiquement cette image ambiguë aux classes salariales, pour les détourner des luttes. Au total, dans l'analyse tourainienne, fragmentation et intégration sont portées par le même mouvement : parce que les centres de pouvoir semblent se dissoudre dans la société tout entière, les conflits s'y dissolvent aussi, et chaque classe ou groupe social se trouve encouragé à négocier et à s'intégrer... Patrons modernistes et technocrates de gauche avaient donc les meilleures raisons de se référer à un sociologue qui, en fait, justifiait habilement leur domination, leurs pouvoirs respectifs, et qui accueillait leurs différents intérêts de classe (7).

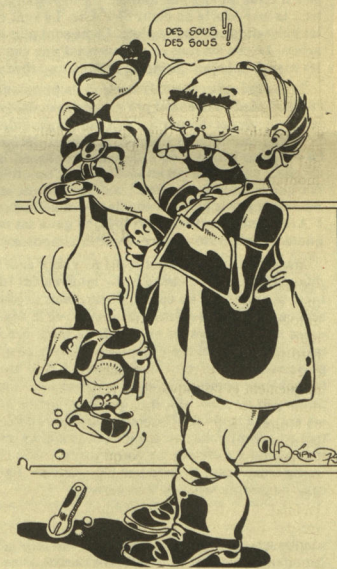
Plus près de nous, l'itinéraire de Pierre Rosanvallon a quelque chose d'une ironie : cet intellectuel cégétiste a condamné, lui, les projets imprégnés de corporatisme auxquels se rattache, entre autres, le social-delorisme. Dans *L'âge de l'autogestion* (8), il opposait l'autogestion, comme renaissance de la question du politique à l'intérieur du socialisme à l'utopie technocratique saint-simonienne, qui refoule les grands choix politiques au profit de l'administration des choses et prône une planification organisant rationnellement la production. Et il écrivait notamment : « Cette idéologie positiviste caractérise aujourd'hui la technocratie qui rêve de rationaliser tous les choix, d'institutionnaliser les conflits, d'aseptiser la démocratie, de tout réduire à des recettes d'organisation "scientifique". » Rien dans ces lignes, écrites en 1976, qui permette de prophétiser l'accès de Pierre Rosanvallon au secrétariat

d'une Fondation Saint-Simon regroupant intellectuels, syndicalistes et patrons modernistes sur des positions de « deuxième gauche ». Pourquoi cette référence technocratique si inattendue ?

La stratégie intellectuelle d'Alain Touraine nous a donné à penser que si l'idéologie de la « deuxième gauche » s'est tellement répandue, c'est en vertu de sa capacité à accueillir des projets de classe différents et, de cette articulation peu évidente, *La Société Post-Industrielle* nous livrait un excellent exemple. Or, à cet égard, la conception saint-simonienne d'une société réconciliée traduit commodément, dans le discours, la convergence stratégique de groupes dominants ou de groupes et d'individus dont la conjoncture favorise l'ascension sociale. La référence saint-simonienne, corporatiste, aurait donc deux fonctions : d'une part, diffuser l'image d'une société où les luttes de classes sont « dépassées » ; d'autre part, assurer la cohésion apparente des hommes et des groupes qui produisent le discours de la « deuxième gauche » (cadres, syndicalistes, capitalistes, intellectuels). Hommes et groupes dont les intérêts, en fait, ne se recoupent pas complètement. De cet état de fait, les conséquences sont aujourd'hui visibles : l'idéologie de la « deuxième gauche » dont on pouvait penser, il y a quelques années, qu'elle se caractérisait par la précision des analyses et des projets (fort pernicieux par ailleurs), trouve aujourd'hui son principal débouché dans la réaction aux revendications des salariés. Son « unité » idéologique est négative, réactive. Son manque de cohésion d'ailleurs explique en partie l'échec de ses hommes : sauf imprévu lié aux présidentielles de 1988, ses hommes, Rocard et Delors, semblent avoir politiquement perdu. Mais cette défaite politique ne saurait occulter la victoire idéologique de la « deuxième gauche » : la force d'enveloppement de son discours est telle que le centre-droit et la « première gauche » l'ont assimilé, pour produire à leur avantage une apologie inouïe du consensus (9). Il faudra aux libertaires non seulement une grande puissance critique, mais une grande puissance d'affirmation, pour faire entendre une autre voix et abattre la nouvelle idole.

Philippe CHAILAN
(Gr. Benoit-Brouthoux)

- (1) Cf. Pierre Dockès et Bernard Rosier, Rythmes économiques, *Maspéro La découverte*.
- (2) Sur la crise du fordisme, cf. « L'ordre de la crise », Willy Pelletier, in *Les Oeillets rouges* n° 2.
- (3) Toutes les citations sont tirées de Hamon et Rotman, *La Deuxième Gauche, Points Seuil*.
- (4) Texte publié dans *Force Ouvrière Magazine*, en 1983.
- (5) Cf. Michel Ravelli, « Le libéro-libertarisme, la troisième gauche ? », in *I.R.L.*, janvier-février, 1985.
- (6) Alain Touraine, *La Société Post-Industrielle*, Denoël/Gonthier.
- (7) A propos de Touraine, cf. Jean-Marc Raynaud, « La nouvelle gauche et la fin des idéologies », *Les Oeillets rouges* n° 1.
- (8) Pierre Rosanvallon, *L'âge de l'autogestion*, Editions du Seuil, collection « Politique ».
- (9) Sur l'idéologie du consensus, cf. les analyses publiées dans *Les Oeillets rouges* n° 1.



U.R.S.S.

Bientôt les soviets ?

Il fut un lointain temps où l'aristocratie tsariste se piquait de prononcer élégamment quelques mots de français. Aujourd'hui, les temps changent ! Il est de bon ton en société de truffier nos doctes propos de « je vous passe le glasnost » et « vous reprendrez bien un peu de perestroïka ? ». Après avoir évoqué (1) les angoisses des dirigeants modernistes de l'UBURSS (2), nous abordons ici les espoirs et les actions de ceux qui tentent de prendre leurs « guides éclairés » au mot (3).

Liberté... surveillée

Ceux qui disent qu'en Union soviétique « rien ne bouge » sont des mauvaises langues, pour ne pas dire des vipères lubriques. C'est du moins ce dont témoignent de nombreux militants, récemment libérés, qui ne peuvent faire un mouvement sans attirer dans leur sillage une ombre qui n'arrête pas de bouger. Les filatures battent leur plein et le K.G.B. manque de bras... et de pieds.

Pour l'instant environ 200 prisonniers politiques ont récemment respiré l'air vivifiant de la liberté. Pour la première fois de son histoire le S.M.O.T. n'a aucun militant en prison, camp ou asile psychiatrique ! Mais n'oublions pas qu'on connaît les noms de 500 personnes encore derrière les barreaux, ne représentant qu'une petite partie de ceux qu'on ignore.

Un fait récent montre que rien n'est encore acquis. Un militant estonien, Akhonen, après sa sortie de camp a pu intervenir dernièrement dans l'émission de la télévision française « Résistances ». Mais quelques jours après, il a été appréhendé avec pour choix l'emprisonnement ou la participation au « nettoyage » de Tchernobyl (ce qu'il a « préféré »).

Lorsque Boris Eltsine, responsable du parti à Moscou, a démissionné, beaucoup l'ont accusé de laxisme car dans cette seule ville

près de 2 000 « groupes d'initiative sociale » sont apparus. Dans tout le pays naissent des groupes politiques, sociaux ou culturels. Les discussions, très nombreuses, partent sur de nouvelles voies pour le futur, mais aussi sur l'analyse du présent et la réappropriation du passé.

La longue marche du laxisme-léninisme ?

En effet, une des caractéristiques du peuple soviétique, c'est qu'il ne connaît pas son histoire. Beaucoup craignent que ce flot soudain d'informations, de revues, de groupes, ne s'arrête brutalement, n'ayant servi que de toile de fond à des règlements de compte (4) au sein de la Nomenklatura. En attendant, les communications téléphoniques avec l'U.R.S.S. se font sans passer par un opérateur — la seule période où cela a existé correspondait aux Jeux Olympiques de Moscou ! Seul un léger bruit de fond indique que les propos échangés intéressent bigrement certaines « oreilles ».

Un peu d'air aussi aux frontières. Pour les trois groupes les plus désireux de quitter la « patrie du socialisme » — juifs, Arméniens, Russes de langue allemande —, les visas accordés ont plus que décuplé. Il est de même plus facile pour les Russes émigrés de retourner au pays quelque temps pour retrouver la famille. Le rideau de fer s'entrouve-t-il ?

Une manif... ça peut rapporter gros

On assiste aujourd'hui en U.R.S.S. à un grand nombre de manifestations. Certaines atteignent des chiffres jamais vus depuis des années. Citons celle des trois Républiques baltes, le 23 août dernier — 7 000 personnes en Lituanie, 3 000 en Estonie, 600 en Lettonie. Il s'agissait de dénoncer le pacte Molotov-Ribentrop qui avait abouti à leur annexion par

elle. Elle vient d'entamer une grève de la faim.

Syndicalisme libre au pays des soviets ?

Le S.M.O.T. connaît actuellement un grand développement. Son bulletin n° 47 vient de sortir. Il diffuse de nombreuses informations écrites et a même créé une agence de presse. Un centre de coordination entre tous les groupes a été reconstitué, il travaille en liaison avec de nombreux autres « groupes d'initiative sociale ». En octobre a eu lieu une rencontre des rédacteurs de trente revues dissidentes.

D'autre part, des anciens groupes avec qui le contact avait été perdu réapparaissent. C'est notamment le cas de groupes dissimulés du sud au nord de l'Oural qui, en fait, avaient continué d'exister avec leurs structures propres. On voit également apparaître des groupes ouvriers, indépendants du S.M.O.T. Par exemple, comme au temps de Klébanov (5), un « groupe des plaignants » est apparu.

La situation, en évolution rapide, nécessite des discussions au sein du S.M.O.T. pour faire évoluer des structures internes construites au temps de la clandestinité, tout en conservant une prudence indispensable.

La situation, en évolution rapide, nécessite des discussions au sein du S.M.O.T. pour faire évoluer des structures internes construites au temps de la clandestinité, tout en conservant une prudence indispensable.

Solidarité, Solidarnosc, Solidarnost

Tchernobyl a fait peur ; mais Brasov (6) aussi. Le K.G.B. informe régulièrement les autorités de risques d'insurrections ou d'émeutes. La bataille au sein de la Nomenklatura fait rage. Mais, comme pour tout appareil bureau-

cratique, lorsque des fissures apparaissent en son sein, le peuple tente de respirer un peu mieux et, pourquoi pas, de prendre à son propre compte un changement réel et irréversible. Mais comment vont agir des individus n'ayant connu que le totalitarisme ? Comment va se concrétiser le mécontentement lié à la baisse considérable du pouvoir d'achat ?

Aujourd'hui tout est possible, y compris un rapide retour en arrière assorti d'une répression brutale. Savoir que dans ce contexte, un mouvement libre des travailleurs commence à s'organiser nous engage à tout faire pour l'aider (7).

Chernobyl a fait peur ; mais Brasov (6) aussi. Le K.G.B. informe régulièrement les autorités de risques d'insurrections ou d'émeutes. La bataille au sein de la Nomenklatura fait rage. Mais, comme pour tout appareil bureau-

cratique, lorsque des fissures apparaissent en son sein, le peuple tente de respirer un peu mieux et, pourquoi pas, de prendre à son propre compte un changement réel et irréversible. Mais comment vont agir des individus n'ayant connu que le totalitarisme ? Comment va se concrétiser le mécontentement lié à la baisse considérable du pouvoir d'achat ?

Aujourd'hui tout est possible, y compris un rapide retour en arrière assorti d'une répression brutale. Savoir que dans ce contexte, un mouvement libre des travailleurs commence à s'organiser nous engage à tout faire pour l'aider (7).

Chernobyl a fait peur ; mais Brasov (6) aussi. Le K.G.B. informe régulièrement les autorités de risques d'insurrections ou d'émeutes. La bataille au sein de la Nomenklatura fait rage. Mais, comme pour tout appareil bureau-

cratique, lorsque des fissures apparaissent en son sein, le peuple tente de respirer un peu mieux et, pourquoi pas, de prendre à son propre compte un changement réel et irréversible. Mais comment vont agir des individus n'ayant connu que le totalitarisme ? Comment va se concrétiser le mécontentement lié à la baisse considérable du pouvoir d'achat ?

Aujourd'hui tout est possible, y compris un rapide retour en arrière assorti d'une répression brutale. Savoir que dans ce contexte, un mouvement libre des travailleurs commence à s'organiser nous engage à tout faire pour l'aider (7).

Chernobyl a fait peur ; mais Brasov (6) aussi. Le K.G.B. informe régulièrement les autorités de risques d'insurrections ou d'émeutes. La bataille au sein de la Nomenklatura fait rage. Mais, comme pour tout appareil bureau-

cratique, lorsque des fissures apparaissent en son sein, le peuple tente de respirer un peu mieux et, pourquoi pas, de prendre à son propre compte un changement réel et irréversible. Mais comment vont agir des individus n'ayant connu que le totalitarisme ? Comment va se concrétiser le mécontentement lié à la baisse considérable du pouvoir d'achat ?

Aujourd'hui tout est possible, y compris un rapide retour en arrière assorti d'une répression brutale. Savoir que dans ce contexte, un mouvement libre des travailleurs commence à s'organiser nous engage à tout faire pour l'aider (7).

Chernobyl a fait peur ; mais Brasov (6) aussi. Le K.G.B. informe régulièrement les autorités de risques d'insurrections ou d'émeutes. La bataille au sein de la Nomenklatura fait rage. Mais, comme pour tout appareil bureau-

cratique, lorsque des fissures apparaissent en son sein, le peuple tente de respirer un peu mieux et, pourquoi pas, de prendre à son propre compte un changement réel et irréversible. Mais comment vont agir des individus n'ayant connu que le totalitarisme ? Comment va se concrétiser le mécontentement lié à la baisse considérable du pouvoir d'achat ?

Aujourd'hui tout est possible, y compris un rapide retour en arrière assorti d'une répression brutale. Savoir que dans ce contexte, un mouvement libre des travailleurs commence à s'organiser nous engage à tout faire pour l'aider (7).

Chernobyl a fait peur ; mais Brasov (6) aussi. Le K.G.B. informe régulièrement les autorités de risques d'insurrections ou d'émeutes. La bataille au sein de la Nomenklatura fait rage. Mais, comme pour tout appareil bureau-

cratique, lorsque des fissures apparaissent en son sein, le peuple tente de respirer un peu mieux et, pourquoi pas, de prendre à son propre compte un changement réel et irréversible. Mais comment vont agir des individus n'ayant connu que le totalitarisme ? Comment va se concrétiser le mécontentement lié à la baisse considérable du pouvoir d'achat ?

Aujourd'hui tout est possible, y compris un rapide retour en arrière assorti d'une répression brutale. Savoir que dans ce contexte, un mouvement libre des travailleurs commence à s'organiser nous engage à tout faire pour l'aider (7).

Chernobyl a fait peur ; mais Brasov (6) aussi. Le K.G.B. informe régulièrement les autorités de risques d'insurrections ou d'émeutes. La bataille au sein de la Nomenklatura fait rage. Mais, comme pour tout appareil bureau-

cratique, lorsque des fissures apparaissent en son sein, le peuple tente de respirer un peu mieux et, pourquoi pas, de prendre à son propre compte un changement réel et irréversible. Mais comment vont agir des individus n'ayant connu que le totalitarisme ? Comment va se concrétiser le mécontentement lié à la baisse considérable du pouvoir d'achat ?

Aujourd'hui tout est possible, y compris un rapide retour en arrière assorti d'une répression brutale. Savoir que dans ce contexte, un mouvement libre des travailleurs commence à s'organiser nous engage à tout faire pour l'aider (7).

Chernobyl a fait peur ; mais Brasov (6) aussi. Le K.G.B. informe régulièrement les autorités de risques d'insurrections ou d'émeutes. La bataille au sein de la Nomenklatura fait rage. Mais, comme pour tout appareil bureau-

cratique, lorsque des fissures apparaissent en son sein, le peuple tente de respirer un peu mieux et, pourquoi pas, de prendre à son propre compte un changement réel et irréversible. Mais comment vont agir des individus n'ayant connu que le totalitarisme ? Comment va se concrétiser le mécontentement lié à la baisse considérable du pouvoir d'achat ?

Aujourd'hui tout est possible, y compris un rapide retour en arrière assorti d'une répression brutale. Savoir que dans ce contexte, un mouvement libre des travailleurs commence à s'organiser nous engage à tout faire pour l'aider (7).

Chernobyl a fait peur ; mais Brasov (6) aussi. Le K.G.B. informe régulièrement les autorités de risques d'insurrections ou d'émeutes. La bataille au sein de la Nomenklatura fait rage. Mais, comme pour tout appareil bureau-

cratique, lorsque des fissures apparaissent en son sein, le peuple tente de respirer un peu mieux et, pourquoi pas, de prendre à son propre compte un changement réel et irréversible. Mais comment vont agir des individus n'ayant connu que le totalitarisme ? Comment va se concrétiser le mécontentement lié à la baisse considérable du pouvoir d'achat ?

Aujourd'hui tout est possible, y compris un rapide retour en arrière assorti d'une répression brutale. Savoir que dans ce contexte, un mouvement libre des travailleurs commence à s'organiser nous engage à tout faire pour l'aider (7).

Chernobyl a fait peur ; mais Brasov (6) aussi. Le K.G.B. informe régulièrement les autorités de risques d'insurrections ou d'émeutes. La bataille au sein de la Nomenklatura fait rage. Mais, comme pour tout appareil bureau-

cratique, lorsque des fissures apparaissent en son sein, le peuple tente de respirer un peu mieux et, pourquoi pas, de prendre à son propre compte un changement réel et irréversible. Mais comment vont agir des individus n'ayant connu que le totalitarisme ? Comment va se concrétiser le mécontentement lié à la baisse considérable du pouvoir d'achat ?

Aujourd'hui tout est possible, y compris un rapide retour en arrière assorti d'une répression brutale. Savoir que dans ce contexte, un mouvement libre des travailleurs commence à s'organiser nous engage à tout faire pour l'aider (7).

Chernobyl a fait peur ; mais Brasov (6) aussi. Le K.G.B. informe régulièrement les autorités de risques d'insurrections ou d'émeutes. La bataille au sein de la Nomenklatura fait rage. Mais, comme pour tout appareil bureau-

cratique, lorsque des fissures apparaissent en son sein, le peuple tente de respirer un peu mieux et, pourquoi pas, de prendre à son propre compte un changement réel et irréversible. Mais comment vont agir des individus n'ayant connu que le totalitarisme ? Comment va se concrétiser le mécontentement lié à la baisse considérable du pouvoir d'achat ?

Aujourd'hui tout est possible, y compris un rapide retour en arrière assorti d'une répression brutale. Savoir que dans ce contexte, un mouvement libre des travailleurs commence à s'organiser nous engage à tout faire pour l'aider (7).

Chernobyl a fait peur ; mais Brasov (6) aussi. Le K.G.B. informe régulièrement les autorités de risques d'insurrections ou d'émeutes. La bataille au sein de la Nomenklatura fait rage. Mais, comme pour tout appareil bureau-

cratique, lorsque des fissures apparaissent en son sein, le peuple tente de respirer un peu mieux et, pourquoi pas, de prendre à son propre compte un changement réel et irréversible. Mais comment vont agir des individus n'ayant connu que le totalitarisme ? Comment va se concrétiser le mécontentement lié à la baisse considérable du pouvoir d'achat ?

Aujourd'hui tout est possible, y compris un rapide retour en arrière assorti d'une répression brutale. Savoir que dans ce contexte, un mouvement libre des travailleurs commence à s'organiser nous engage à tout faire pour l'aider (7).

Chernobyl a fait peur ; mais Brasov (6) aussi. Le K.G.B. informe régulièrement les autorités de risques d'insurrections ou d'émeutes. La bataille au sein de la Nomenklatura fait rage. Mais, comme pour tout appareil bureau-

cratique, lorsque des fissures apparaissent en son sein, le peuple tente de respirer un peu mieux et, pourquoi pas, de prendre à son propre compte un changement réel et irréversible. Mais comment vont agir des individus n'ayant connu que le totalitarisme ? Comment va se concrétiser le mécontentement lié à la baisse considérable du pouvoir d'achat ?

Aujourd'hui tout est possible, y compris un rapide retour en arrière assorti d'une répression brutale. Savoir que dans ce contexte, un mouvement libre des travailleurs commence à s'organiser nous engage à tout faire pour l'aider (7).

Chernobyl a fait peur ; mais Brasov (6) aussi. Le K.G.B. informe régulièrement les autorités de risques d'insurrections ou d'émeutes. La bataille au sein de la Nomenklatura fait rage. Mais, comme pour tout appareil bureau-

cratique, lorsque des fissures apparaissent en son sein, le peuple tente de respirer un peu mieux et, pourquoi pas, de prendre à son propre compte un changement réel et irréversible. Mais comment vont agir des individus n'ayant connu que le totalitarisme ? Comment va se concrétiser le mécontentement lié à la baisse considérable du pouvoir d'achat ?

Aujourd'hui tout est possible, y compris un rapide retour en arrière assorti d'une répression brutale. Savoir que dans ce contexte, un mouvement libre des travailleurs commence à s'organiser nous engage à tout faire pour l'aider (7).

Chernobyl a fait peur ; mais Brasov (6) aussi. Le K.G.B. informe régulièrement les autorités de risques d'insurrections ou d'émeutes. La bataille au sein de la Nomenklatura fait rage. Mais, comme pour tout appareil bureau-

cratique, lorsque des fissures apparaissent en son sein, le peuple tente de respirer un peu mieux et, pourquoi pas, de prendre à son propre compte un changement réel et irréversible. Mais comment vont agir des individus n'ayant connu que le totalitarisme ? Comment va se concrétiser le mécontentement lié à la baisse considérable du pouvoir d'achat ?

Aujourd'hui tout est possible, y compris un rapide retour en arrière assorti d'une répression brutale. Savoir que dans ce contexte, un mouvement libre des travailleurs commence à s'organiser nous engage à tout faire pour l'aider (7).

Chernobyl a fait peur ; mais Brasov (6) aussi. Le K.G.B. informe régulièrement les autorités de risques d'insurrections ou d'émeutes. La bataille au sein de la Nomenklatura fait rage. Mais, comme pour tout appareil bureau-

cratique, lorsque des fissures apparaissent en son sein, le peuple tente de respirer un peu mieux et, pourquoi pas, de prendre à son propre compte un changement réel et irréversible. Mais comment vont agir des individus n'ayant connu que le totalitarisme ? Comment va se concrétiser le mécontentement lié à la baisse considérable du pouvoir d'achat ?

Aujourd'hui tout est possible, y compris un rapide retour en arrière assorti d'une répression brutale. Savoir que dans ce contexte, un mouvement libre des travailleurs commence à s'organiser nous engage à tout faire pour l'aider (7).

Chernobyl a fait peur ; mais Brasov (6) aussi. Le K.G.B. informe régulièrement les autorités de risques d'insurrections ou d'émeutes. La bataille au sein de la Nomenklatura fait rage. Mais, comme pour tout appareil bureau-

cratique, lorsque des fissures apparaissent en son sein, le peuple tente de respirer un peu mieux et, pourquoi pas, de prendre à son propre compte un changement réel et irréversible. Mais comment vont agir des individus n'ayant connu que le totalitarisme ? Comment va se concrétiser le mécontentement lié à la baisse considérable du pouvoir d'achat ?

Aujourd'hui tout est possible, y compris un rapide retour en arrière assorti d'une répression brutale. Savoir que dans ce contexte, un mouvement libre des travailleurs commence à s'organiser nous engage à tout faire pour l'aider (7).

Chernobyl a fait peur ; mais Brasov (6) aussi. Le K.G.B. informe régulièrement les autorités de risques d'insurrections ou d'émeutes. La bataille au sein de la Nomenklatura fait rage. Mais, comme pour tout appareil bureau-

cratique, lorsque des fissures apparaissent en son sein, le peuple tente de respirer un peu mieux et, pourquoi pas, de prendre à son propre compte un changement réel et irréversible. Mais comment vont agir des individus n'ayant connu que le totalitarisme ? Comment va se concrétiser le mécontentement lié à la baisse considérable du pouvoir d'achat ?

SERGE

(1) Voir le Monde libertaire n° 683 du 26 novembre 1987.

(2) Titre d'un livre très instructif écrit par un ouvrier français ayant travaillé de nombreuses années en U.R.S.S.

(3) Cet article s'inspire des propos de Vladimir Borisov, représentant à l'étranger du S.M.O.T., tenus lors des « Chroniques syndicales » sur Radio-Libertaire, le 12 décembre 1987.

(4) « Perestroïka », très peu éloigné de « perestroïka », qui signifie « reconstruction ».

(5) Le premier syndicat libre russe, créé par Klébanov, avait été organisé à l'occasion de rencontres dans les couloirs des ministères d'ouvriers « se plaignant », notamment de mauvaises conditions de travail (dans les mines, entre autres).

(6) Deuxième ville de Roumanie qui vient de connaître de grandes révoltes ouvrières.

(7) Le S.M.O.T. demande d'envoyer à Mikhail Gorbatchev, Moscou, U.R.S.S., des lettres pour soutenir Valeria Novodroskaya, en grève de la faim, et Vladimir Skvirsky qui, par l'action du K.G.B., ne peut trouver un appartement pour se loger.

U.R.S.S.

La tragédie de la mer d'Aral

UNE véritable tragédie se déroule depuis une quinzaine d'années dans la R.S.S.A. (1) du Karakalpakistan (elle-même partie de la R.S.S. d'Ouzbékistan), en Asie centrale soviétique. En effet, le niveau de la mer d'Aral a baissé de moitié. L'eau restante est devenue une boue saumâtre : la mer Morte au cœur de l'Asie. Le vent emporte le sel, qui retombe sur les habitations en cas de pluie. Ce ne sont plus les pluies acides, mais les pluies salées. Le ciel est sans cesse couvert d'une couche de poussière salée qui filtre les rayons solaires. Si bien que plus un arbre ne pousse aux alentours.

Les conséquences sur la santé de la population ne se sont pas faites attendre. Les pluies salées ont provoqué des maladies parfois fatales. Pire, l'usage des herbicides et des pesticides a fait lui aussi des ravages. On estime que 40% de la population mâle d'Ouzbékistan est déclarée inapte au service militaire. La raison principale de cette catastrophe est la culture du coton. Le coton nécessite une irrigation importante, et l'on utilise l'Amou-Daria (le fleuve qui marque la frontière entre l'Union soviétique et l'Afghanistan) pour ce faire. Absorbée par le coton, l'eau de l'Amou-Daria ne peut plus renouveler la mer d'Aral. Une catastrophe écologique qui a ses racines dans un choix économique délibéré, cette culture ayant été imposée par la force en Asie centrale.

Dans les années quarante, les Kirghiz s'étaient soulevés, disant qu'« on ne peut pas manger du coton ». Le mouvement fut noyé dans le sang. Le climat local se prête bien au coton, certes, mais aujourd'hui le choix est le suivant : soit on continue à cultiver le coton avec le désordre écologique que l'on voit et les conséquences au niveau de la santé des Ouzbeks, soit on arrête purement et simplement le coton pour sauver ce qui peut encore l'être. Le comportement du gouvernement de la R.S.S. d'Ouzbékistan surprend. Pour lui, le problème principal, c'est la natalité : « Nous devons diminuer la natalité. Beaucoup de gens veulent dire que nous avons besoin de beaucoup d'eau ». Il est vrai que tout est affaire de point de vue ! Un plan d'évacuation des sinistrés est prévu, mais rien n'a été fait jusqu'à présent. Plus grave encore, la pollution tend à s'étendre au Kazakhstan voisin. On atteint vite les limites de la transparence tant prônée par Gorbatchev. La tragédie de la mer d'Aral est celle du peuple Ouzbek tout entier.

J.-M.

(1) R.S.S.A. : République soviétique socialiste autonome. Les informations sont reprises de The Central Asian Newsletter (Oxford) vol. 6, n° 5.

ISRAËL

De nouveau isolé

UNE vingtaine de morts selon les uns, une soixantaine selon les autres ; huit cents arrestations selon Israël, 1 600 selon l'O.L.P., des dizaines ou des centaines de blessés... Quoi qu'il en soit le scandale est là : le gouvernement israélien est fier de mener une forte répression contre une révolte qui, à l'évidence, est bien légitime.

La cohabitation fonctionnelle bien en Israël aussi, où il semble évident pour la plupart des politiciens que la seule solution est le renforcement de la répression. Les rafles opérées par l'armée, chaque nuit dans les maisons des territoires occupés, sont un signe tangible du caractère totalitaire de l'Etat israélien. La presse annonce que les Palestiniens arrêtés ont été reconnus sur des vidéos réalisées avec des téléobjectifs par les services secrets. 1984 n'est plus à écrire.

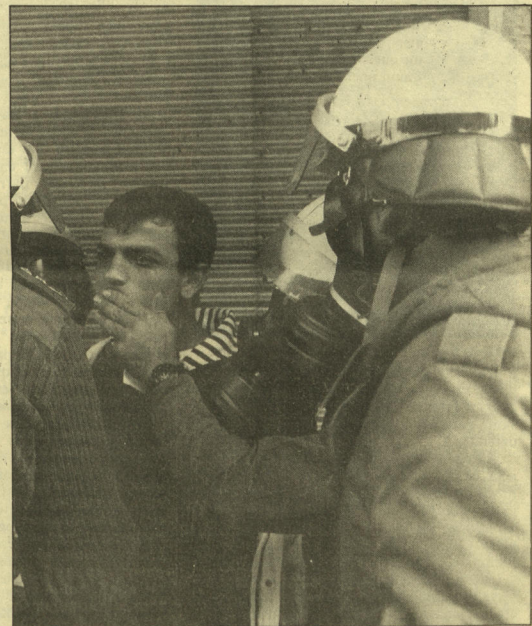
La réprobation internationale reste bien sûr verbale et ne change rien à l'affaire : tout comme en 1982, avec l'invasion de Beyrouth, l'Etat israélien reste sûr de son bon droit impérialiste. Le gouvernement israélien prétend faire la chasse aux meneurs, mais sont-ils des centaines ?

Tandis que la cote de l'O.L.P. est plutôt en baisse depuis quelques temps dans les territoires occupés et particulièrement à Gaza, cédant la place à l'islamisme, l'organisation d'Arafat tente de profiter de l'isolement diplomatique officiel d'Israël pour relancer la possibilité d'un gouvernement palestinien en exil. Comment ne pas y voir une manœuvre pour essayer de prendre le train

en route ? C'est un pas que l'O.L.P. aura du mal à franchir, et dont on imagine mal qu'il aille dans le sens de la paix.

En effet, il n'y a pas que les Israéliens aujourd'hui pour voir

l'autorité responsable « dont les efforts tendent à rétablir l'ordre et une vie normale », il apparaît une nouvelle fois que rien ne s'arrangera en Palestine tant qu'une opposition radicale à l'impéria-



des terroristes dans les jeunes Palestiniens lançant des pierres. Tandis que le gouvernement israélien se présente comme

lisme ne sera pas devenue, parmi les Israéliens, un mouvement de masse.

G. P.

DANEMARK

Nouvelles brèves venant du froid

LE 14^e congrès de la Fédération anarchiste danoise a eu lieu du 11 au 13 septembre dernier. Les participants étaient nombreux et discutèrent de différents thèmes : les dernières élections et les efforts de propagande de la fédération, ainsi que la mise en place d'une commission travaillant sur les prochaines élections. Parmi les idées avancées, on trouvait des manifestations anti-électorales le jour du scrutin, où les gens ne peuvent se rendre que s'ils sont encore munis de leur carte de vote.

La campagne de haine qui sévit contre la ville libre de Christiania (voir informations ci-dessous) a aussi fait partie des discussions. La Fédération anarchiste danoise (A.F.I.D.) devrait-elle pousser les politiciens à créer une loi sur les « espaces libres » (loi qui donnerait à certaines zones « libérées » une grande autonomie, où la loi pénale — et celle de la gravitation ! — serait maîtresse) ? Ou devrait-on chercher à résoudre le problème dans des combats de rue, ce qui était ce à quoi la police, le gouvernement et la presse bourgeoise se préparait (cela aurait mené à une guerre civile) ? Aucune décision précise n'a pu être prise lors du congrès, à cause de désaccords profonds.

Un des autres thèmes à l'ordre du jour fut la participation des anarchistes aux actions et manifestations antiracistes. Un manque évident de coordination a été constaté, ce qui laissait le champ libre à diverses sectes trotskistes pour vendre leurs journaux et crier leurs obscurs cris de guerre (« Nous sommes rouges, nous sommes blancs, nous sommes la dynamite Trotski », etc.). La section danoise de la Croix noire anarchiste, mieux connue sous le nom d'Anarchist Black Cross (A.B.C.), a fait ensuite un compte rendu de ses activités. Un débat fut lancé sur le problème du crime et de la punition. Enfin les secrétaires du nouveau secrétariat furent mandatés.

L'isolation est une torture

Le Danemark ne suivra pas la Communauté européenne à propos des « règles minimales du traitement des prisonniers ». Le paragraphe 1 de l'article 38 de ce règlement prévoit qu'un docteur doit certifier qu'un prisonnier peut supporter l'isolation, avant que celle-ci puisse être utilisée comme punition disciplinaire.

Le paragraphe 3 de ce même article affirme que tout prisonnier, qui pour des raisons disciplinaires, se trouve en isolation, a le droit de voir un docteur chaque jour. Les autorités pénitentiaires danoises n'adoptent pas ces suggestions, parce que, comme ils disent, cela placerait trop de responsabilités sur les épaules du médecin.

Nous ne travaillerons pas pour l'Afrique du Sud

Début novembre, un électricien avait été renvoyé parce qu'il refusait de travailler dans une maison qui avait été reconstruite pour le consulat sud-africain. Son syndicat a poursuivi le patron devant la cour du Travail et il a pu retrouver son travail. Plusieurs licenciements avaient déjà eu lieu l'année dernière suite à des refus de travailler pour le régime sud-africain.

Mauvaise danse pour les nazis

Le 30 octobre dernier, la grande « réformatrice sociale », Lykke Rosenberg, appela à un grand bal (annoncé comme le bal du siècle) avec dîner, orateurs, défilés de



mode, etc., et le « fin du fin » : un duel verbal entre le « Reichführer » du mouvement nazi danois Poul Heinrich Riis-Knudsen (leader de l'« Union mondiale des nationaux socialistes ») et l'organisatrice du grand bal, Lykke Rosenberg, pour tant d'origine juive (bizarre !).

Mais Lykke Rosenberg dut renoncer à son hôte : une manifestation antinazie fut appelée par quatre partis socialistes. Et comme la tempête se levait, les invités commencèrent à envoyer leurs excuses de « ne pouvoir venir ». Le défilé de mode fut annulé et le syndicat des serveurs refusa de travailler.

Plutôt qu'un grand bal, ce fut un gigantesque fiasco, après l'annonce d'un déficit d'environ 100 000 F que rapporta à Lykke Rosenberg son flirt avec le nazi-führer.

Voyage touristique de luxe

Le 19 avril dernier, deux officiers de réserve furent arrêtés en Pologne pour espionnage contre des installations militaires. Le 5 décembre dernier, il furent condamnés à 7 et 9 années d'emprisonnement. Bien qu'ils aient admis avoir été payés et entraînés par le service d'espionnage militaire danois, le ministère danois des Affaires étrangères rétorqua qu'ils n'étaient que des touristes. Le 20 octobre, le ministère de la Défense dut payer une somme de \$ 500 000 pour les deux officiers. Touristes bon marché, n'est-ce pas ?

Combattre le racisme

Le 13 octobre, la droite danoise et l'organisation « archipatriotique » « Den Danske Forening » (l'« Union danoise ») ont tenu un meeting public, avec comme conférencier un ex-directeur d'école anglais, Ray Honeyford, connu pour ses sympathies pour l'apartheid. L'« Union danoise » est contre les réfugiés et les immigrés. Environ 500 manifestants encerclèrent le lieu de la réunion, et 80 militants tentèrent d'arrêter le meeting. Mais après environ une heure de combats de rue, la police a réussi à dissoudre la manifestation.

Une nouvelle balle assurément mortelle

La police danoise veut introduire un nouveau type de balle dans ses revolvers : le projectile T.H.V. Ce

projectile est développé dans l'intention d'avoir un effet semblable à la balle dum-dum. Cette dernière est interdite par la convention de la Haye. Le projectile T.H.V. est donc une tentative d'échapper à cette convention. Cela est d'autant plus inquiétant, que cela se situe

dans une escalade des méthodes violentes de la police et des affrontements avec les manifestants.

Christiania

Cela a été un automne chaud et dur pour la commune libre de

Christiania, à Copenhague. Il y a eu et il y a encore une campagne de calomnies contre les quelques espaces libres existant au Danemark, et en particulier contre Christiania et les maisons squattées. La campagne a été menée par le gouvernement, la presse et la police. La police a fait plusieurs raids violents à Christiania, sachant parfaitement que la presse resterait indifférente, ou du côté des forces de l'ordre.

La police a bien dirigé, pour sa part, cette campagne, en manipulant l'opinion publique. Des officiers rapportèrent à la presse que dans certaines zones de Copenhague, il y avait peu ou pas du tout de patrouilles, suite au danger que couraient ces policiers. Encore et toujours des mensonges.

Le 19 novembre, le gouvernement introduisit, lors d'un débat parlementaire, une proposition de loi qui aurait permis de fermer Christiania en moins de deux ans. Celle-ci fut rejetée par une majorité de députés, qui a reconduit la résolution adoptée en 1986 sur la légalisation de Christiania. Le gouvernement tenta de geler le plus longtemps possible les fonds qui avaient été alloués à Christiania pour la santé, la protection contre l'incendie, la rénovation des habitations, etc. Le gouvernement cherche à diviser au maximum pour abattre Christiania. Il a annoncé qu'il présenterait un « nouveau » texte avec le même contenu, à peu près, que le précédent. La lutte n'est pas terminée.

Fédération anarchiste danoise

U.S.I.-A.I.T.

Réunion nationale

LA réunion nationale du comité des délégués de l'U.S.I. (1) s'est tenue à Bologne les 31 octobre et 1^{er} novembre 1987, dans les locaux de l'« Onargo ». Etaient présents le secrétariat national, la rédaction de Lotta Di Classe (organe de l'U.S.I.) et les délégués de Turin, Milan, Barabanne, Trieste, Bologne, Ancone, Rome, ainsi que ceux du personnel navigant, membres de l'U.S.I.

Les thèmes suivants ont été abordés : les nouvelles technologies, les services sociaux, l'émigration du tiers monde, l'antimilitarisme et l'industrie de guerre, la révision des statuts de l'A.I.T. (2). Les délégués ont constaté une croissance générale de l'Union syndicale italienne, en particulier dans les secteurs en lutte, où les compagnons de l'U.S.I. sont présents : enseignement, chimie, transports, collectivités locales, commerce, santé, télécommunications, navigation aérienne, etc.

Au cours de la réunion, les sujets d'organisation interne (renforcement de la presse, participation au prochain congrès de l'A.I.T. à Bordeaux) ont été évoqués et une déclaration a été remise à la presse :

« Non à la réglementation du droit de grève. L'union syndicale italienne appelle les travailleurs à lutter pour la défense du droit de grève, conquis à travers de longues années de lutte. Grâce à une réglementation du droit de grève, l'Etat veut criminaliser et réprimer les travailleurs comme cela se passe déjà en Pologne, au Chili et en Afrique du Sud.

« Les partis politiques, complices des syndicats réformistes, et préoccupés par les initiatives de la base, tentent de s'opposer à la spontanéité ouvrière qui agit sur une ligne alternative, à l'opposé de

celle du syndicalisme réformiste, institutionnel et corporatiste.

« Contre ces prétentions liberticides, l'U.S.I. revendique la liberté pour les travailleurs de lutter, de s'organiser pour soutenir leurs revendications sans qu'aucune instance politique ou sociale ne vienne les manipuler.

« L'Union syndicale italienne est prête à entrer en lutte, à côté des travailleurs, pour défendre le droit à autogérer les luttes contre les

patrons et les techno-bureaucrates de l'Etat. »

D'après « Lotta Di Classe » (novembre 1987)

(1) U.S.I. : Union syndicale italienne. Pour en savoir plus sur l'U.S.I., lire : Histoire de l'anarcho-syndicalisme italien, par I. Nuclei Libertari di Fabbrica di Milano, Volonté anarchiste n° 5, en vente à la librairie du Monde libertaire (20 F).

(2) A.I.T. : Association internationale des travailleurs.

PACIFISME

A l'Est et à l'Ouest

UNE centaine de personnes, de nationalités différentes, ont commencé le 13 décembre un jeûne de deux semaines pour rappeler aux responsables politiques de l'Est et de l'Ouest (gens ayant la mémoire particulièrement courte) leur engagement en faveur de la démocratie, de la liberté et de la paix. Ils réclament la libre circulation des personnes et des idées (acte final d'Helsinki), un droit international à l'objection de conscience, et la libération d'objecteurs emprisonnés. Ils réclament également la libération d'objecteurs emprisonnés. Ils réclament également la libération d'objecteurs emprisonnés.

Une liste d'objecteurs réprimés ou incarcérés est également communiquée, comportant les noms de onze Polonais, onze Hongrois, onze Russes, un Grec et quatorze Yougoslaves. Nous aurons l'occasion, prochainement, de vous tenir plus amplement informés des suites de cette action. Mais, dès maintenant, vous pouvez écrire aux divers responsables concernés pour réclamer leur libération.

Pologne : M. Jaruzelski, Rada Panstwa, Wielska. 00902 Warszawa. U.R.S.S. : M. Gorbatchev, SSSR Moska Staria Plochtchad 4, CC du P.C.U.S. Generalnomou, Sekretariou M.S. Gorbatchevou.

Yougoslavie : M. Branko Mikulic, Premier ministre de la République fédérative yougoslave, Palaca Federacije, 11000 Beograd.

Hongrie : M. Janos Kadar, Szuchenyi RKP 19, 1054 Budapest.

Tchécoslovaquie : Judr Gustav Husak, PDT. of the CSSR, Praha-Hrad.

Grèce : M. Sartsatakis, président de la République, Megaro Herodou Atikou, Athènes et/ou M. Andrea Papandreou, Premier ministre, Irodou Atikou, Athènes.

Georges HOST

« L'HOMME ET LA TERRE »

A la découverte des Bushmen

Dans le cadre de l'émission « L'Homme et la Terre » (1), nous avons invité le 16 décembre dernier Marylène Patou, docteur en préhistoire à l'Institut de paléontologie humaine de Paris, qui a effectué d'octobre à décembre 1985 un voyage d'étude chez les Bushmen du Botswana. Ses observations, ainsi que celles d'autres spécialistes, sont rapportées dans un dossier qui a servi de support à l'émission (2).

Préhistoire et ethnologie

Un préhistorien chez les chasseurs-cueilleurs actuels ? Ceci pouvait paraître étrange, mais c'est là que réside en fait l'intérêt de l'étude. Traditionnellement, en effet, ce sont les ethnologues qui analysent les sociétés actuelles, laissant les sociétés disparues aux préhistoriens et archéologues. Mais, comme M. Patou le précise, sa démarche est particulière en ce sens qu'elle désire observer la vie quotidienne défavorable (un désert) d'hommes ayant une technologie peu avancée et des moyens de subsistance uniquement fondés sur des ressources naturelles non domestiquées (conditions proches de celles de la préhistoire).

De plus, les observations dépassent le simple cadre de la description d'une société non industrielle actuelle : aux données ethnologiques et préhistoriques se joignent des implications sociologiques et politiques non négligeables (par exemple, la place des Bushmen dans la guerre entre l'Afrique du Sud et l'Angola).

La société Bushmen

Le dossier cité plus haut comprend une série de huit articles centrés autour d'un thème. Le but de ces articles est de donner une image la plus réaliste possible d'un des derniers peuples de chasseurs-cueilleurs. Ceci est donc un document très important qui nous renseigne dans une certaine limite sur le type de société qui a prévalu chez nos ancêtres pendant plusieurs centaines de milliers d'années.

La tribu étudiée en particulier est celle des « ! Kung Zu/Wasi ».

Les Bushmen

Le premier article traite des chasseurs-cueilleurs en général, en préhistoire et en ethnologie. A. Testart, spécialiste dans ce domaine, nous dresse un tableau exhaustif de l'état actuel de la question. Il faut y noter une évolution de la conception même de la place de l'anthropologue face aux sociétés qu'il décrit. La volonté de simplification des premiers ethnologues (bons sauvages primitifs ou affreux cannibales) se transforme peu à peu en prise de conscience de fonctionnements complexes parfois peu adaptables à notre esprit occidental. L'environnement des Bushmen est ensuite décrit. Ils occupent en effet un territoire s'étendant sur la Namibie, la province du Cap et le Botswana. Ils vivent dans le désert du Kalahari, où ils se sont réfugiés devant la pression des autres ethnies et des Blancs. Cet environnement désertique entraîne donc des conditions de vie tout à fait particulières comme nous le verrons plus loin.

L'article suivant, écrit par M. Patou, nous montre l'origine et l'histoire des Bushmen, avec ses incertitudes (quand sont-ils arrivés et d'où viennent-ils ?) et les vestiges disponibles pour suivre leur évolution. Après cette présentation du cadre géographique et historique, viennent les données sociales et culturelles.

La cueillette (fruits et plantes), qui permet aussi la récolte de l'eau, est d'abord évoquée, avec son importance dans ce milieu hostile qu'est le désert. C'est aux femmes

qu'incombe cette tâche vitale pour la survie du groupe. En effet, cette activité est de loin la plus importante (70 à 80% des ressources alimentaires), de par l'apport aléatoire de nourriture par la chasse (le gibier est rare). Il faut noter chez les Bushmen la parfaite connaissance du milieu, chaque plante ayant un rôle particulier à jouer et l'apprentissage des enfants à la récolte des plantes est primordiale pour la survie du groupe. La chasse est réservée, aux seuls hommes. Les techniques acquises pour la mise à mort des animaux sont très perfectionnées (chasse à l'affût, flèches empoisonnées). Toutefois, comme il est précisé plus haut, la rareté du gibier dans le désert du Kalahari rend la chasse parfois aléatoire et toujours fastidieuse (un chasseur peut parcourir jusqu'à 40 km avant de trouver un animal). Une présentation des activités d'un groupe de Bushmen met en évidence des aspects très intéressants :

« La socialisation est un des aspects principaux de la vie des Bushmen. En bande de 30 à 60 individus, selon la saison et les groupes, où il n'y a ni chef ni leader, ils peuvent passer d'une bande à une autre sans difficulté. »

Cette grande mobilité sociale des Bushmen permet entre autre d'éviter les problèmes de consanguinité, très courants dans les petits groupes. L'absence de toute hiérarchie (mise à part la division sexuelle du travail) en fait une ethnie particulièrement attachante.

Quel avenir ?

L'activité artistique est ensuite présentée. En effet, on a découvert plusieurs milliers de peintures rupestres dans les abris sous roche ; ces peintures sont d'une très grande richesse (elles représentent en particulier des scènes de chasse, des animaux ou des groupes humains). L'article de M. Patou et de D. Via-

lou (un des spécialistes mondiaux de l'art préhistorique) offre un inventaire rapide et complet des peintures découvertes en Afrique australe. On attribue ces peintures aux ancêtres des Bushmen actuels.

Les rites et les croyances (article de M. Biesele, anthropologue américain) montrent combien la tradition orale est développée chez les Bushmen. En effet, l'écriture n'existe pas, et seule la transmission orale du savoir et de l'expérience est de mise. Le folklore est très riche en contes et légendes, que les Bushmen racontent en chantant et en dansant.

Le dossier se termine par une mise au point sur l'état actuel de la société Bushmen et sur une interrogation quant à son avenir. Il semble que dans un futur proche, les Bushmen soient condamnés à disparaître en tant que tels, soit par élimination physique (ethnocide de la part

d'autres peuples), soit par assimilation totale dans la société moderne avec perte de leur spécificité. Sont-ils condamnés à devenir des futurs habitants des bidonvilles autour de grandes cités, comme c'est le cas des Indiens du Brésil ?

Dans un cas comme dans l'autre, le témoignage que constitue ce dossier en fait un document irremplaçable sur ces derniers chasseurs-cueilleurs nomades que sont les Bushmen.

Patrick (« L'Homme et la Terre »)

(1) Un mercredi sur deux de 20 h 30 à 22 h 30 sur Radio-Libertaire (89.4 MHz en région parisienne).

(2) Dossier Histoire et Archéologie n° 115 : « Les Bushmen, derniers chasseurs-cueilleurs ». À commander à Radio-Libertaire, émission « L'Homme et la Terre », 145, rue Amelot, 75011 Paris (30 F, chèques à l'ordre de P. Auguste).



Aspect du folklore ! Kung : une des danses caractéristique représentant un animal.

NOTE DE LECTURE

« Pierre Clastres ou une nouvelle anthropologie politique »

ENFIN, les historiens et les philosophes s'intéressent à Clastres (1) ! Ethnologue passionné, ses œuvres sont d'abord celles d'un homme de terrain attaché aux Indiens qu'il rencontre, et avec lesquels il va vivre en Amérique du Sud.

Son ethnographie est à la base d'un questionnement essentiel sur le politique, en particulier sur les pouvoirs et l'Etat. Les anarchistes en avaient très tôt saisi les conséquences pour le renouvellement de la philosophie politique et la prise en compte de leurs thèses. Voilà que les philosophes officiels se réveillent ! L'étude des « sauvages » bouscule leurs certitudes.

Rappelons quelques-unes des conclusions essentielles de Clastres.

L'ethnologie marxiste, qui tente de faire rentrer les sociétés « primitives » dans notre histoire et de les plier à l'interprétation matérialiste dialectique qui en est faite, est incapable de les appréhender sérieusement. Ces sociétés refusent l'économie. Ce sont des sociétés d'abondance et non de pénurie ; on y travaille quatre heures par jour, suffisamment pour vivre, non pour accumuler.

La guerre est une structure constituante de la société « primitive » et non la conséquence d'un

échange (de femmes essentiellement) manqué.

Les mythes et les rites sont à la base de l'existence sociale : le politique s'analyse à partir de l'ordre symbolique et pas seulement des institutions apparentes.

Le temps et l'espace occidentaux ne sont pas universels. L'histoire de ces sociétés n'est pas assimilable par notre histoire, car ces sociétés manifestent des manières spécifiques d'être au temps (volonté de retour du même, refus du progrès).

Ces sociétés sont sans Etat, non par manque, mais par refus d'un pouvoir autoritaire séparé de la communauté.

La division maîtres/sujets n'est pas constitutive de la société « primitive ».

La langue de ces Indiens qu'a rencontrés Clastres n'a pas pour fonction la communication. Les mots y sont valeurs et non signes (comme encore dans notre poésie). Ils désignent un au-delà de la condition humaine. Les mots ne s'épuisent pas dans la signification.

Nous retiendrons deux débats qui nous intéressent tout particulièrement dans ce livre : la distinction entre pouvoir et autorité et l'apparition de l'Etat.

La société « primitive » est-elle exempte d'autorité ou sans rela-

tion de pouvoir ? Le chef indien n'est pas sans pouvoir. Il est sans autorité. Nous avons du mal à considérer la possibilité d'un pouvoir sans caractère coercitif. C'est pourtant le cas dans les sociétés « primitives ». Le pouvoir est réel en cela seul que la fonction existe. Il est effectif et le rôle du chef est de faire la paix au sein du groupe, de distribuer ses biens, de détenir la parole du groupe. Clastres nie la réalité du pouvoir au sens où nous l'entendons. Le pouvoir n'est pas séparé de la société. Un autre ethnologue qualifie ce système politique d'« anarchie ordonnée ». C'est en fait l'affirmation d'un pouvoir communautaire. Car une société n'est telle que s'il y a un lieu du pouvoir et elle se définit par la relation entre ce lieu, le savoir et la loi.

L'étude des royautés sacrées africaines permet d'envisager le renversement du sens de la dette, comme une étape avant l'apparition de l'Etat : des individus deviennent débiteurs d'un seul. Ce n'est que repousser le problème. Luc de Heusch avance que la sacralisation du pouvoir qui le transcende permet l'émergence d'un pouvoir extérieur. Mais, d'où vient que le rite est sous le contrôle d'un seul ?

Pour Alfred Adler, la guerre recèle la possibilité de l'apparition

de maîtres (la minorité guerrière). Mais Clastres a montré que dans ces sociétés primitives le guerrier est en son être, être-pour-la mort. Ou encore on avance l'idée que l'émergence de l'Etat suppose une mutation dans l'ordre de la spatialité. Enfin, on suppose que derrière une fonction royale sans autorité, mais seule dépositaire des rites, a pu naître un commandement.

On sait que pour Clastres l'Etat prend naissance dans la division qui sépare les détenteurs du pouvoir du reste de la société. L'erreur qu'il commet est, pour Claude Lefort, de vouloir assigner un moment-rupture déterminé à ce changement.

On ne peut que se réjouir de voir les discours des gens « raisonnables » et des philosophes battu en brèche. La conviction de ceu-ci est qu'on ne saurait penser la société sans division entre dominants et dominés : des hommes ont su pour le bien commun capter la violence omniprésente et la transformer en un système de contraintes réglées. L'humanité structurée par quelques-uns s'organise. Ce discours entretenu par toute la tradition philosophique et surtout par Hegel, cet insupportable de l'histoire, nous a démontré dans tous les sens pos-

sibles que l'Etat est la réalisation de la raison. Or l'histoire c'est l'histoire de l'avènement de la raison.

Certains vont résister à la démonstration en objectant qu'elle est peu pertinente, les groupes étudiés étant rarissimes et squelettiques. Mais, outre que la quantité n'entre pas dans la détermination de l'existant, ils étaient près d'un million et demi d'Indiens Guarani avant l'arrivée des Blancs. Les caractéristiques de la chefferie étudiée ne sont pas non plus un fait isolé. Elles étaient décelables dans presque toutes les tribus d'Amérique du Sud.

Clastres n'identifie pas la société « primitive » à la « bonne » société comme l'a fait Rousseau. Il nous donne matière à penser, à débattre. Notre critique du système politique peut s'appuyer sur un exemple concret de plus et sur une base philosophique solide (à élaborer).

S. (Besançon)

(1) L'esprit des lois sauvages. Pierre Clastres ou une nouvelle anthropologie politique, sous la direction de Miguel Abensour, Ed. du Seuil, 1987, pp. 215, en vente à la librairie du Monde libertaire (130 F).

NOTE DE LECTURE

« Le Brouillard » de Pa Kin

DANS *Le Brouillard* (1), première partie de la trilogie *L'Amour* — œuvre préférée de Pa Kin écrite au début des années trente, bien que pour sa part le public ait plébiscité son autre trilogie *Le Torrent* incluant *Famille*, son roman le plus connu —, c'est l'amour et son principal obstacle, le système familial chinois traditionnel, qui sont au cœur de l'action qui met aux prises trois personnages principaux.

Le héros, Zhou Rushui, est un intellectuel épris d'idées nouvelles — adepte du « retour à la campagne », inspiré du mouvement japonais des « Nouveaux Villages » basé sur l'entraide et l'humanitarisme, et inspiré par Kropotkine et Tolstoï —, mais en même temps enchaîné par l'ancienne morale et la piété filiale d'essence confucianiste. Zhao Ruolan figure, elle, une jeune étudiante émancipée, prototype de la « nouvelle femme chinoise », résolue à faire fi des conventions et à vivre ses désirs. Quant à Chen Zhen, c'est l'intellectuel révolutionnaire, partisan, lui, d'une société nouvelle par la révolution citadine (« *Les problèmes des villes une fois résolus, ceux des campagnes le seraient, automatiquement* »), qui « *consacre tout son temps à sa cause, met sa vie en péril pour le bonheur des autres* ». Il joue le rôle du mentor auprès duquel vont prendre conseil tant Ruolan que Rushui.

La trame de l'histoire est en effet la suivante. Marié très jeune à une femme qu'il n'aime pas, mais imposée par sa famille « *pour lui arranger à l'avance un avenir des plus*

traditionnels mais stable », Rushui — de retour d'un long séjour au Japon, première tentative pour desserrer l'étau familial —, tombe amoureux de Zhang Ruolan... Mais il est trop faible pour franchir le pas, lui déclarer sa flamme et envisager de divorcer malgré les exhortations de Chen Zhen (« *si tu divorçais, tu ferais pour ainsi dire la première chose plaisante de ta vie* »), par crainte du déshonneur qui rejallirait sur sa famille.

Comme souvent chez Pa Kin, le personnage féminin est plus fort, plus résolu. Prenant les devants, Zhao Ruolan déclare à Rushui son amour et peu importe qu'il soit marié ou non, elle est prête à tout sacrifier pour lui. Celui-ci est profondément ému, hésite (« *il se trouve dans le brouillard* »). Mais la morale traditionnelle a une trop forte emprise sur lui : dans le conflit entre l'amour et la piété filiale, c'est cette dernière qui l'emporte. Il renvoie Ruolan et décide de retourner auprès de sa famille. Ironie du sort, son sacrifice s'avérera vain car, entre-temps, sa femme est morte. Mais il est trop tard, Ruolan ne l'a pas attendu...

Espérons que nous ne tarderons pas trop pour lire en français la suite de cette trilogie, *La Pluie* et *L'Éclair*, les fans de Pa Kin attendant toujours avec impatience la sortie d'*Automne*, dernier volet de la trilogie *Torrent*, après *Famille* paru en 1979 et *Printemps* en 1982. *Le Brouillard* est le dixième volume publié en français des œuvres de Pa Kin, et le troisième traduit par M. Yok-Soon, chez un nouvel édi-

teur (le neuvième : « Les Editions des cent fleurs »).

Il nous faut à nouveau (2) stigmatiser la façon dont Pa Kin (Bajin) est présenté au public français : aucune logique dans la thématique, des traductions qui parfois se dédoublent, des présentations qui en général commentent son passé anarchiste, des versions parfois selon le manuscrit original, le plus souvent « revues et corrigées » en fonction des anthologies parues en Chine populaire après 1949. A quand une édition véritablement scientifique, avec un appareil critique permettant à la fois de resituer les œuvres de Pa Kin dans leur contexte socio-historique, de cheminer avec l'auteur en fonction de son évolution et d'analyser les différentes retouches apportées au fil des rééditions ?

Reconnaissons déjà l'effort méritoire entrepris ici, avec en postface, la présentation quasi exhaustive des œuvres de Pa Kin en chinois et en français, et des études parues sur lui en français. Mais, outre certaines lourdeurs de style, l'actuelle version de *Brouillard* comporte des fautes de frappe et d'orthographe qui auraient pu être évitées. Espérons plus de rigueur pour *La Pluie* et *L'Éclair* !

J.-J. GANDINI

- (1) Pa Kin, *Le Brouillard*, Editions des cent fleurs.
- (2) Pa Kin, le coq qui chantait dans la nuit, J.-J. Gandini, Ateliers de création libertaire, Lyon 1985, 46 pp., en vente à la librairie du Monde libertaire (24 F).

NOTE DE LECTURE

« Les Passagers du Solstice »

A une époque où la France « collabeauf » relève le front, il est devenu plus que nécessaire de rappeler et d'affirmer l'existence d'une France « multicolore », qui veut se conjuguer au futur et au pluriel. C'est en substance le message que nous livrent cinq Lorrains : Elia Bortignon, Daniel Laumesfeld, Smaïn Mebarki, Jean-Philippe Ruiz et Thierry Spath, auteurs d'un livre important. *Les Passagers du Solstice* (1), véritable événement littéraire et historique en Lorraine, doit devenir un ouvrage de référence pour le pays entier.

Voilà enfin un livre qui raconte le peuple. Aussi bien les auteurs que les gens qu'ils ont rencontré pour ce voyage avec *Les Passagers du Solstice* sont tous des « gens du peuple ». On avait enfermé la Lorraine dans l'histoire des maîtres de forges et dans les statistiques du chômage. On avait restructuré l'économie comme on voulait restructurer le peuple. Notre véritable histoire restait à raconter. La voilà, droite, fière et debout, fruit d'un long travail de trois années qu'on doit à la détermination de cinq Lorrains.

Ils nous font partager dans ce livre la « *mémoire et (les) itinéraires en Lorraine du fer* » de 26 personnes qui vivent aujourd'hui dans une région au « *carrefour des mille vents* » (2). Venus des quatre coins de la France, d'Italie, d'Espagne, du Maroc, de Pologne, de Turquie... ils sont Châtillais, Andalous, Kurdes, Portugais, Slovénes, Kabyles, Capverdiens, Franciques, Tsiganes ou Sardes et ils nous racontent leurs histoires, leurs arrivées, leurs rencontres, le travail, les grèves, le racisme, leurs amis... la vie, tout simplement. A travers ce qu'ils disent, tous ces gens redonnent un sens aux mots liberté, égalité et fraternité. Comme l'écrit en préface Jean-Pierre Chabrol : « *Il n'y a rien de plus chaleureusement international que cet ouvrage. C'est humain, quoi. Les hommes abordés enfin simplement comme nos pareils. C'est fraternel, bougrement, fraternel sans le faire exprès* ».

Les Passagers du Solstice est aussi l'occasion de rencontrer l'écrivain et historien Adrien Printz (mort cet été), qui a mis pendant toute sa vie sa plume au service du peuple de Lorraine, et de retrouver le poète autodidacte Jean Vodaine (3) dont parle Michel Ragon dans son *Histoire de la littérature ouvrière*. Il faut lire *Les Passagers du Solstice*. C'est l'histoire d'un pays merveilleux où les « *trois huit* » tournent à l'envers. C'est l'espoir. Un livre qui est une part de nous-mêmes.

Pascal DIDIER

- (1) Les Passagers du Solstice (collectif), édition Serpenoise. Ecrire à l'association P.A.V.E., Nilvange, 57240 Knutange.
- (2) Georges Moustaki, autre passager du solstice.
- (3) Monde libertaire n° 663, « Les Cathédrales en flammes ».

Programmes de Radio-Libertaire (89.4)

Jeudi 31 décembre

- « 89.4 le matin » (10 h à 12 h) : actualité, faits divers et invités.
- « Mon nom est personne » (12 h à 14 h) : cinéma et théâtre.
- « Si vis pacem » (18 h à 19 h 30) : l'antimilitarisme avec l'Union pacifiste de France.
- « Les courants d'arts s'envolent... » (20 h 30 à 22 h 30) : peinture, arts plastiques, photographie...
- « Epsilonia » (22 h 30 à 1 h) : rock et dossiers.

Vendredi 1^{er} janvier

- « Music Hall » (10 h à 12 h) : magazine des spectacles, animé par l'équipe du T.L.P.-Déjazet.
- « H. comme hasard » (12 h 30 à 14 h) : sciences, mathématiques et poésie font parfois bon ménage.
- « Enlirez-vous » (15 h 30 à 17 h) : littérature.
- « Radio-Espéranto » (18 h à 19 h) : la langue internationale.
- « L'invité du vendredi » (19 h à 21 h) : la Ligue des droits de l'homme et l'Union rationaliste y tiennent leur tribune.
- « Honky Tonk » (22 h 30 à 2 h) : jazz et propos insolites avec les auditeurs.

Samedi 2 janvier

- « Le père peinar » (10 h 30 à 11 h 30) : un mauvais moment à passer pour l'engaement autoritaire.
- « De bouche à orteils » (14 h à 16 h 30) : magazine de la chanson avec des invités.
- « L'amarante » (16 h 30 à 17 h 30) : consommation et cadre de vie.
- « Jazz en liberté » (22 h 30 à 24 h) : poussée free.

Dimanche 3 janvier

- « Ua yu guang bô » (8 h à 10 h) : émission culturelle et d'informations en langue chinoise.
- « La matinée anticléricale » (10 h à 12 h) : propos pieux avec la Libre Pensée.
- « Rouge profond » (20 h 30 à 22 h 30) : fantastique.

Lundi 4 janvier

- « Chronique du lundi » (12 h à 14 h) : magazine de l'actualité et dossiers chauds.
- « Ça urge au bout de la scène » (20 h 30 à 22 h) : magazine sur la chanson française.
- « Humeur criminelle » (22 h à 24 h) : roman noir et polar.
- « Onde noire » (24 h à 2 h) : l'univers musical et culturel jamaïcain.

Mardi 5 janvier

- « Bibliomanie » (12 h à 14 h) : littérature.
- « La clé de 13 » (19 h 30 à 20 h 30) : parole aux associations.
- « Radio-Libertaria » (20 h 30 à 22 h 30) : analyse libertaire de l'actualité proposée par des militants de la C.N.T.-A.I.T.

BIENTÔT LES FÊTES DE FIN D'ANNÉE !
UN CADEAU ATTENDU DE TOUS VOS AMIS :
L'ABONNEMENT AUX EDITIONS DU MONDE LIBERTAIRE.

CINÉMA

« Toi et moi aussi »

IMAGINEZ que Giulietta Masina ait une vingtaine d'années de même que Dustin Hoffman, qu'ils n'aient pas attrapé la grosse tête et aient même l'air franchement sympa. Et bien figurez-vous qu'il y en a deux comme ça qui ont fait un film : *Toi et moi aussi*. Ainsi, Anja Franke et Dani Levy sont, avec Helmut Berger (un autre), les réalisateurs et les principaux acteurs de ce film au ton original.

Une histoire d'amour fou, qui s'interroge sans cesse sur son immortalité, traverse une intrigue policière aux nombreux rebondissements sur le mode de l'humour déchaîné. Dès le début, le délire est proche : on est dans une chambre à coucher, notre joyeux couple dort et c'est le matin. Voici alors que (retenu par un câble...) notre homme vole au-dessus de Berlin. Retour dans la chambre : « *Je vole,*

je vole ! », et le voilà qui ouvre la fenêtre pour se lancer.

Bien sûr, ces premières images font inévitablement penser aux *Ailes du désir* (dont le *Monde libertaire* a eu tort de ne pas dire grand bien), mais on en est fort loin. Il n'est pourtant pas hérétique d'aimer les deux. *Toi et moi aussi* fait plutôt dans l'humour irrespectueux et spontané que dans l'humour diffus.

Tout le film est un enchaînement de scènes turbulentes et originales ; il se déroule en fait comme un rêve éveillé avec des invraisemblances qui arrivent toujours au bon moment, mais aussi avec un réalisme permanent dû au jeu extrêmement naturel, crédible, des acteurs. Les films drôles et intelligents sont rares, *Toi et moi aussi* ne doit pas passer inaperçu.

G. L.

Bientôt la période des fêtes de fin d'année... et des cadeaux. Pour vos livres, disques, bandes dessinées, n'oubliez pas la librairie du Monde libertaire. Vous pouvez également passer commande, si disponibilité la livraison sera rapide.

par assimila-
tété moderne
ificité. Sont-
ir des futurs
ent irrempla-
es autour de
est le cas des

ans l'autre,
situe ce dos-
ent irrempla-
es chasseurs-
s sont les

et la Terre »)

ux de 20 h 30 à
ire (89.4 MHz)

Archéologie
en, derniers
commander à
« L'Homme
Amelot, 75011
l'ordre de P.



un animal.

réalisation
toire c'est
nt de la rai-

ster à la
objectant
nente, les
rarisimes
outre que
as dans la
xistant, ils
on et demi
nt l'arrivée
ctéristiques
ne sont pas
lles étaient
que toutes
le Sud.
e pas la
a « bonne »
Rousseau.
à penser, à
tique du
s'appuyer
de plus et
ique solide

Besançon)

ages. Pierre
anthropolo-
direction de
Seuil, 1987,
librairie du

RADIO-LIBERTAIRE

Amis auditeurs

COMME nous vous l'avions fait entrevoir lors du dernier numéro de *Monde libertaire*, la situation de Radio-Libertaire face à la C.N.C.L. est en passe d'évoluer. Radio-Libertaire a dû baisser sa puissance conformément à ce qu'exigeait M. de Broglie et consorts. Les premiers relevés d'écoute indiquent que, dans Paris même et en périphérie, de nombreux auditeurs se trouvent privés de leur station préférée, ou la reçoivent avec difficulté.

Très rapidement une carte précise de réception permettra de connaître la situation exacte de Radio-Libertaire sur la bande F.M. et le crédit qu'on peut accorder aux modalités officielles d'émission.

Très rapidement, Radio-Libertaire aura à faire un choix, et elle aura à ce moment-là besoin de votre soutien. On parle déjà d'un gala pour la mi-janvier et d'une rentrée qui risque fort d'être chaude... Plus que jamais, restez à l'écoute de la « *voix sans maître* », tenez-vous informés de la situation (1).

Vous avez toujours su peser dans la balance quand la situation l'exigeait. Une fois encore nous allons avoir besoin de votre détermination.

Le secrétariat Radio-Libertaire

(1) Vous pouvez nous faire part de la qualité de réception par téléphone au 42.62.90.51, ou par courrier au siège de Radio-Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.
Dernière minute : gala de soutien à Radio-Libertaire. Avec Gilles Servat, au T.L.P.-Déjazet, le 17 janvier à 20 h 30.

ÉRIC HÉBERT

Interview d'un prisonnier d'opinion

Eric libre ? Non, juste une permission de sortie de trois petits jours au bout de huit mois derrière les barreaux. Eric en a profité pour voir sa famille et les copains du groupe de Rouen (pour les autres, des quatre coins de la France, faudra attendre un peu).

On a parlé de nos projets, de ce qu'on fera quand il sera libre... Et puis on a parlé de la taule, au quotidien, vue de l'intérieur. Le pire c'est qu'Eric devait retourner trop vite derrière les grands murs de la maison d'arrêt de Douai, et pour quatre ou six mois, en fonction des grâces hypothétiques.

Jean-Pierre LEVARAY

— Le « Monde libertaire » : Quel effet ça fait de se retrouver libre, pour quelques jours ?

— Eric Hébert : C'est court, bien sûr, mais j'en suis content, déjà pour les copains, parce qu'il y en a qui pensaient que je n'avais pas le moral, alors que c'est faux. J'ai pas changé, la prison ne m'a pas fait changer d'idée, au contraire. Ça a même renforcé mes convictions. C'est vrai que la prison c'est pas très facile, mais je m'occupe : je bouquine, je reçois beaucoup de courrier...

— M.L. : Comment ça se passe une journée ?

— E.H. : Une journée type ? Je me lève à huit heures, je me fais un petit déjeuner moi-même, pour ça je cantine (1) du lait, de la ricorée. Après le déjeuner j'écoute la radio, France-Culture. A neuf heures, je pars en promenade jusqu'à onze heures et demie dans une très petite cour.

Actuellement on est cinq ou six à « tourner » dans cette cour. Je reviens de promenade à onze heures et demie et la gamelle est servie, alors je mange. Le courrier arrive vers midi, comme je reçois beaucoup de lettres ça me prend du temps pour le lire. Je reçois le journal que je cantine, *Libération* en l'occurrence, puis je réponds au courrier jusqu'à seize heures et demie. Après, je bouquine. La gamelle du soir arrive à dix-sept heures, après je continue à lire jusqu'à vingt heures ou vingt et une heures, j'écoute la radio et à vingt-deux heures je me couche. Toutes les journées sont semblables... je me suis organisé comme ça.

— M.L. : Qu'est-ce que ça fait d'être dehors, alors que tu es habitué à un univers plutôt restreint ?

— E.H. : Pas grand-chose, tu sais je ne suis en prison que (sic) depuis huit mois, j'ai quasiment rien perdu : pour venir à Rouen j'ai même conduit sur une partie de la route...

— M.L. : Tu peux parler des revues qui t'ont été censurées ?

— E.H. : Quand je suis arrivé à Douai, j'avais un abondant courrier — à peu près 800 lettres —, que j'avais reçu en cinq mois. Donc j'ai laissé le carton de courrier au vestiaire, pour ne pas encombrer ma cellule. J'ai dit au maton que je lui laissais mon carton. Entre-temps je suis allé au mitard, pour une affaire interne, et le courrier a été saisi par le directeur. Aussitôt, j'ai demandé des explications, il m'a dit que le courrier avait été bloqué à Loos. Et là, pour la permission, j'ai pu reprendre tout mon courrier, et avec j'ai eu la bonne surprise de trouver tout ce qui m'avait été censuré à Loos et à Douai, ainsi qu'une vingtaine de lettres qui avaient été bloquées.

— M.L. : Tu peux citer ce qui t'a été censuré ?

— E.H. : Le *Monde libertaire*, *Courant Alternatif*, des fanzines, la revue *Cannibale*, *Combat syndicaliste* et plein d'autres. J'ai remarqué qu'il manquait, dans les revues que j'ai retrouvées, l'*Union Pacifiste*, je

pense que l'*Union Pacifiste* est envoyée à la direction régionale pour autorisation. Donc, apparemment les idées pacifistes sont dangereuses en prison, plus même que les idées anarchistes.

— M.L. : Ils doivent penser qu'il y a le K.G.B. derrière tous les pacifistes...

— E.H. : Ils font peut-être le lien avec mon délit : le pacifisme s'attaque à l'armée, donc ils me l'ont censuré. Il y a une vingtaine de bouquins (pas tous politiques) qui m'ont été censurés, entre le procès en appel du 14 octobre et le verdict du 28 octobre. Donc le juge a dû prendre le courrier, pour voir les réactions autour de l'audience, pour « juger » un peu du soutien. Théoriquement en appel je devais prendre seize mois, et visiblement ils ont été impressionnés par le soutien et l'impact médiatique (FR3 Nord-Picardie s'était déplacé).

— M.L. : Et depuis ton procès, ta condition carcérale a changé ou c'est pareil qu'avant ?

— E.H. : C'est pareil qu'avant. Le directeur m'a dit que je n'étais pas particulièrement surveillé, mais il n'en est rien : on me censure les journaux, mon courrier est lu,



comme pour chaque détenu. Et je suis plutôt en mauvais rapport avec le directeur.

— M.L. : D'avoir fait huit mois de taule, alors qu'il t'en reste à faire entre quatre et six si tu bénéficies de remises, est-ce que ça n'a pas entamé tes convictions antimilitaristes ?

— E.H. : Pas du tout, je n'ai pas changé depuis que je suis en prison, mes idées en sont encore renforcées. En principe je devrais sortir le 10 mars, si les grâces me sont accordées, parce que à chaque mois de prison on a droit à une semaine de remise.

Donc, j'ai trois mois et des poussières de grâce. Mais, si du fait que je suis allé au mitard, elles me sont refusées, je sortirais le 10 juin.



Mais il faut savoir que, même le 10 juin, l'armée peut me reprendre. Et là il y a deux possibilités : soit ils m'incorporent, soit ils me réforment... ce que tout le monde souhaite, je pense. Chaque mois j'ai la visite d'un militaire, gradé, il fait fonction d'assistant social. Il me dit : « Vous n'avez rien à me dire ? », « Ça va ? », etc. C'est toujours très bref.

— M.L. : Ils ne demandent pas si tu veux réintégrer l'armée ?

— E.H. : Non, mais c'est sous-entendu... Ils font quand même un genre de pression.

— M.L. : En fait c'est parce que, malgré tout, tu dépends de l'armée.

— E.H. : Oui c'est ça, pour eux je suis militaire. Ils m'ont déjà fait une incorporation forcée, et je suis militaire. Je reçois ma solde, oui oui, mais je n'y touche pas, parce que je veux rester clair par rapport à mon choix politique.

— M.L. : Pourquoi es-tu allé au mitard ?

— E.H. : C'est simple, en détention on n'a pas d'eau chaude alors que c'est quand même indispensable pour se laver, faire la vaisselle et pour le café. Alors j'ai fait un « toto », c'est un objet qui permet de faire chauffer de l'eau par électrolyse. On branche deux fils électriques, on les met dans l'eau, et ça chauffe. C'est strictement interdit. J'ai pris un rapport et je suis passé au prétoire. Le prétoire, c'est le tribunal de la maison d'arrêt, composé du directeur, de la sous-directrice et d'un brigadier-chef. Je n'ai pas pu m'expliquer, parce que c'est fait d'avance, il n'y a pas d'avocat. J'ai pris quatre jours de mitard, plus quatre jours de sursis. Le mitard étant plein, je n'y suis pas allé tout de suite.

— M.L. : Et c'est comment le mitard, par rapport à une cellule normale ?

— E.H. : On n'a pas le droit de cantiner, les affaires personnelles sont strictement interdites. Autrement, c'est la même cellule, avec moins de lumière naturelle, et juste une heure de promenade. Je restais donc enfermé vingt-trois heures sur vingt-quatre dans une atmosphère lourde, étouffante.

Mais, je n'ai pris que (sic) quatre jours, il y en a qui ont pris quarante-cinq jours, je te dis pas dans quel état ils sont. Dans un mitard, la bouffe est amenée par six matons. A chaque fois que je reve-

nais de promenade j'avais droit à une fouille corporelle, alors que j'étais juste dans la cour, je ne pouvais rien prendre, et ils me foutaient à poil...

— M.L. : Autrement, au niveau de la bouffe... c'est pire qu'à l'armée ?

— E.H. : Bof, à Loos c'était vraiment dégueulasse, à Douai c'est plus propre, mais ce sont toujours des conserves.

— M.L. : Tu as des contacts avec les autres taulards ?

— E.H. : Bien sûr, lors de la promenade, je fais des connaissances. Il n'y a pas de quartier réservé aux réfractaires à l'armée, tout le monde est mélangé. Il y a également une vingtaine de gars qui ont pris perpète et qui attendent leur transfert en centrale. Il y en a même un qui a dit que s'il ne sortait pas avant la fin du mois, il tuerait un maton ; le directeur l'a fait muter dans les quinze jours qui ont suivi.

— M.L. : Quelles différences y a-t-il entre Douai et une centrale ?

— E.H. : En centrale, tu as plus de liberté de mouvement, les taulards ne sont pas dans leur cellule toute la journée ; ils peuvent faire du sport, avoir des activités culturelles, ils peuvent même travailler. Tandis qu'en maison d'arrêt, tu n'as que ta cellule vingt-deux heures sur vingt-quatre.

— M.L. : Il y a eu des actions à Douai, comme à Châteauroux ?

— E.H. : On a eu pas mal d'échos, mais on n'a pas bougé en solidarité. En maison d'arrêt, on n'a pas les mêmes conditions d'enfermement qu'en centrale, comme à Châteauroux. Là-bas, ils n'ont plus accès aux libertés conditionnelles ou aux grâces. Alors qu'en principe, à mi-peine, chaque condamné a le droit de demander la liberté conditionnelle. Ils n'avaient plus d'espoir, alors ils ont bougé. Et je pense que cela va se reproduire avant les présidentielles, pour reconquérir un peu de liberté.

J'ai un copain qui est enfermé à la Santé, il m'a écrit que des familles de détenus faisaient circuler des pétitions pour obtenir des grâces aux présidentielles. Mais, à Douai, je ne crois pas que cette pétition circule.

— M.L. : Comment sont les matons par rapport à toi et aux autres taulards ?

— E.H. : Les matons respectent l'individu, mais il faut de tout pour

faire un monde : il y en a qui sont cons et d'autres qui sont sympas. Enfin, en général, ça va. Bon, on n'a pas de relations amicales, faut pas exagérer, mais il m'arrive de discuter avec eux. J'ai même appris que le directeur faisait courir le bruit que j'étais ici pour terrorisme... C'est grave de faire circuler des bruits comme ça. Déjà que les matons ne sympathisent pas avec nos idées... Alors le terrorisme (qui est quelque chose que je rejette), je t'explique pas ! J'ai dit que j'étais anarchiste, pas terroriste, et pourquoi j'étais ici, etc.

— M.L. : Vous êtes combien dans la taule ?

— E.H. : Cinq cents pour quatre cents places, on est un peu surchargé, mais en cellule on n'est que deux alors qu'à Loos on était trois ; à Fresnes, ils sont quatre ou cinq. La promiscuité crée des problèmes...

— M.L. : Autrement, tu crois toujours qu'on peut s'attaquer à l'armée du point de vue juridique ?

— E.H. : Non, la justice est complice de l'armée, on l'a bien vu quand j'ai été condamné. J'ai un copain qui a été réformé, il a quand même été jugé et condamné à six mois ; alors que réformé, il était déchargé des obligations nationales.

La justice n'a jamais été mon terrain, j'ai même changé de stratégie pour mon procès. Au départ, je voulais faire une tribune de celui-ci, mais j'étais pas à l'aise... A Douai, je me suis davantage expliqué. Mais je crois que le combat juridique est absurde.

— M.L. : Tu as des idées d'action... qu'est-ce qu'on peut faire contre l'armée ?

— E.H. : Il faut continuer à propager les idées antimilitaristes, parce que l'armée est toujours là, il faut toujours lutter contre elle.

Je n'ai jamais dit à quelqu'un qu'il fallait s'insoumettre, c'est un choix assez difficile pour certains. Je pense qu'une forme collective de lutte est plus envisageable, plus rentable... bien qu'à Douai, on a vu que malgré un très fort soutien, la répression n'a pas reculé.

Propos recueillis par Jean-Pierre Levaray

(1) « Cantiner », c'est passer des commandes chaque matin ou en début de semaine pour avoir de la nourriture, un journal, etc.

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.